

Suisse – Costa Rica :

UN VISITEUR NEUTRALISÉ PAR LES USA

Luis Alberto Monge va visiter la Suisse. Le président de "la Suisse d'Amérique centrale", le Costa Rica, est à la recherche de nouveaux certificats de "neutralité". Opération de maquillage fort utile pour les Etats-Unis. Ils font du Costa Rica une nouvelle plate-forme contre le gouvernement du Nicaragua !

"Le président Monge est un funambule nu qui fait de l'équilibre sur un fil. C'est probablement la seule personne connue qui possède deux mains gauches... et qui connaît par cœur le thème de la présentation en Europe de sa politique de neutralité." (El Pais, 27 mai 1984) On ne peut mieux décrire la duplicité du personnage et de sa politique.

Voici ce qu'il taira sur le Costa Rica et sa politique :

● En avril et mai 1984, contre la politique d'austérité du gouvernement, les travailleurs des chemins de fer ont engagé des grèves. Les employés des banques de même. Le 10 mai, le système bancaire était paralysé. Les travailleurs des plantations de bananes, contrôlées par la compagnie américaine Standard Fruit, sont entrés en lutte début mai. Ils revendiquaient une augmentation de salaire de 60 o/o, l'électricité et l'eau dans leurs "logements".

Enfin, les quatre centrales syndicales menacent le gouvernement de grève générale, s'il ne modifie pas sa politique salariale et ne suspend pas les mesures d'emprisonnement des syndicalistes pour fait de grève !

● Costa Rica, qui dispose d'une Garde rurale (GAR) de huit mille hommes, va recevoir officiellement cette année 10 millions de dollars d'aide militaire des Etats-Unis. L'année passée cette aide s'élevait à 2 millions. Des "manoeuvres communes avec les Etats-Unis sont prévues dans un futur proche. Si elles se réalisent, ce serait la première fois dans toute l'histoire du Costa Rica." (Inforpress Centroamericana, 10 mai 1984) Des conseillers israéliens – déjà actifs au Honduras et au Guatemala – installent un système de surveillance électronique à la frontière avec le Nicaragua. La CIA a triplé le nombre de ses agents au Costa Rica. Selon le New York Times, elle suborne de nombreux fonctionnaires.

● Le directeur de la GAR a reconnu que sa secrétaire collaborait avec les antisandinistes et que le vice-président du Costa Rica, Enrique Chacon, était un complice des antisandinistes et de la CIA (El Debate, 2 mars 1984, Costa Rica). Le ministre des Affaires étrangères, Carlos José Gutierrez, a fait de même.

Monge lui-même a eu l'audace de déclarer que la commission Kissinger avait le même souci que lui pour les problèmes socio-économiques de l'Amérique centrale ! Décidément, il faut être journaliste américain pour oser dire que la commission Kissinger avait lancé, avec son rapport, une déclaration de guerre contre le Nicaragua. Monge, lui, est "neutre" !

Gageons qu'Aubert – le ministre suisse des affaires étrangement neutres et, de surplus, membre de cette IIe Internationale qui a salué la victoire de Duarte au Salvador – va habiller d'une couleur neutre le funambule nu... qui ira aussi au Liechtenstein. Examiner son compte en banque ?

La Brèche

Le N° 2 Fr.

N° 321

9 juin 1984

quinzième année

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IVe Internationale

LE PAPE EN SUISSE :



LE SOUFFLE FROID DE LA RÉACTION

FEMMES :



TROIS
ANS

D'(IN)ÉGALITÉ

et demain, le travail de nuit?

POLOGNE :

DÉBAT "VO" - KOWALEWSKI

CRISE DU SECTEUR INDUSTRIEL GENEVOIS QUELLES SOLUTIONS ?

DÉBAT avec
Cl. Raffestin,
professeur Université de Genève
P. Schmid,
secrétaire FTMH, député,
Parti socialiste
J. Spielmann,
député, Parti du travail
Ch.-A. Udry,
journaliste,
Parti socialiste ouvrier
GENÈVE, jeudi 14 juin,
20h30, Maison de quartier
de la Jonction
18, Sainte-Clotilde (angle Carl-Vogt)
Org. : **Cercle d'étude marxiste**

"SUISSES ET ÉTRANGERS, COMMENT RELANCER UNE SOLIDARITÉ ACTIVE ?"

Le Centre de contact de Lausanne organise une journée de réflexion le **samedi 16 juin, à LAUSANNE,** Maison du Peuple, salle 1.

Programme : 14h : Exposé introductif par Marianne Ebel, auteur de *Sous le consensus la xénophobie*. 15h15 : Groupes de travail (origines de l'immigration et de la xénophobie, avec Cornelia Thévenaz, Oscar Tosato; comment poursuivre aujourd'hui la lutte pour l'égalité des droits ? avec Urs Zuppinger, Raphael Sancho; les réfugiés : un problème distinct ou non de celui des immigrés ? avec Marie-Claire Caloz-Tschopp. 17h : assemblée : quelles perspectives aujourd'hui ?

YVERDON
jeudi 14 juin, 20h15,
Librairie La Brèche,
11, rue du Four
(nouvelle adresse de notre librairie)

Conférence d'Ursula Gaillard,
co-auteur, avec Annik Mahaim, du livre
Retards de règles, Attitudes devant le contrôle des naissances et l'avortement en Suisse du début du siècle aux années vingt, Editions d'en bas, Lausanne, sept. 1983, Fr. 24,80. En vente dans nos librairies.
(Une présentation de ce livre avait paru dans *La Brèche* no 306 du 25 octobre 1983.)

Dernière minute - Dernière min GENÈVE :

PAS DE TRAVAIL DE NUIT POUR LES NETTOYEURS DE L'HÔPITAL !

La grève des nettoyeurs de l'Hôpital Cantonal de Genève (cf. *La Brèche* no 320, 26 mai 1984) a abouti sur l'essentiel : **le Conseil d'Etat a renoncé à introduire les horaires de nuit !** Ce succès doit être propagé : il montre qu'on peut résister à l'introduction du travail de nuit (voir notre article sur Ebauches dans ce numéro, page 5).

Aux négociations du mercredi 6 juin, d'autres points restent en suspens. Il semble probable que les équipes de l'après-midi ne seront formées que de volontaires et qu'une solution soit trouvée pour augmenter les samedi libres. Le Conseil d'Etat ne semble en revanche pas décidé à augmenter les effectifs (revendication motivée par la surface accrue à nettoyer) et, surtout, refuse de payer les heures de grèves comme d'adapter les horaires entre anciens et nouveaux engagés. On en saura plus à la mi-juin, lorsque les négociations devraient aboutir à une nouvelle assemblée des travailleurs.

RASSEMBLEMENT CONTRE L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS EN AMÉRIQUE CENTRALE

Après le minage des ports du Nicaragua par la CIA, l'accroissement des crédits accordés au gouvernement salvadorien pour la répression de la lutte populaire, le déclenchement de vastes opérations militaires contre le Nicaragua depuis le Honduras et le Costa Rica, on peut s'attendre à une augmentation des pressions nord-américaines en Amérique centrale tout au long de l'été (avant les élections de novembre aux USA).

Pour organiser la solidarité, des journées de protestation auront lieu tous les premiers **jeudi de chaque mois**, de 17h à 19h, devant le Temple de la Fusterie à GENÈVE, dès le **jeudi 7 juin** : rassemblement, manifestation, stand.

Organisation : Rassemblement contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale, composé à ce jour des organisations suivantes : Assemblée des exilés argentins; Association internationale contre la torture; Association de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador; Association de soutien à la résistance chilienne "Salvador Allende"; Association Suisse-Cuba; Association des travailleurs latino-américains de Genève, Centrale sanitaire suisse, Centre Europe

— tiers monde; Comité inter-écoles pour la paix; Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est; Education et libération; Fédération des syndicats chrétiens de Genève; Groupe Colombie; Groupe trotskiste de Suisse; Jeunesse socialiste; Jeunesses socialistes révolutionnaires; Ligue suisse des droits de l'homme; Mouvement anti-apartheid de Suisse; Parti socialiste genevois; Parti socialiste ouvrier; Parti du travail, Pax Christi; Pour le communisme; Que faire ?; Syndicat du livre et du papier; Union des syndicats du canton de Genève; Déclaration de Berne, section Genève; Comité Fuentes Mohr (Guatemala).

ALPHABÉTISATION AU SALVADOR

Assemblées publiques

GENÈVE, mardi 12 juin, 20h
6, Terreaux-du-Temple

organisée par le Syndicat des services publics (SSP-VPOD), groupe enseignement et soutenue par l'Association de solidarité Nicaragua - Salvador.

LAUSANNE, jeudi 14 juin, 20h30
Maison du Peuple, salle 5-6

organisée par le SSP Vaud-Etat et le Comité Nicaragua - Salvador.

avec **Wilma de Soto, représentante**
du syndicat des enseignants du Salvador
"Andes 21 juin"

Wilma de Soto présentera des documents audio-visuels et parlera de l'alphabétisation dans les territoires contrôlés par le FMLN-FDR aussi bien des adultes que des enfants. Dans un pays où 50 o/o de la population ne sait ni lire ni écrire, où 2 o/o de la population possède 60 o/o du sol cultivable, où la grande majorité vit dans une pauvreté telle que l'instruction est une "denrée de luxe", le syndicat ANDES affirme dans son programme : *"Le but de l'alphabétisation est de préparer les hommes à la construction d'une nouvelle société, de les éduquer pour en faire des citoyens responsables, libres et critiques, qui puissent lire leur réalité et écrire leur propre histoire."*

Dans le cadre de la semaine suisse de solidarité avec les réfugiés

Le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui organise une soirée d'information sur le peuple sahraoui

GENÈVE, mardi 19 juin,
dès 19h à la paroisse Sainte-Clotilde,
La Jonction
vidéo, musique, couscous, buffet

Dans le cadre de la semaine suisse de solidarité avec les réfugiés

L'OSAR (Office central suisse d'aide aux réfugiés) organise 3 concerts en faveur des réfugiés au Casino de Montbenon à LAUSANNE.

vendredi 15 juin, 20h30, salle Paderewski : Concert de musique classique de l'Inde Subroto Roy Chowdhury et Asit Pal.

jeudi 21 juin, 20h30, Salle des fêtes : Concert latino-américain, Groupe "Ayawaska", folklore traditionnel; Groupe "A Roda de Samba", danse.

vendredi 22 juin, 20h30, Salle des fêtes : Concert africain (jazz) "Joe Malinga's Southern African Force".

Fr. 15.-, ét. Fr. 10.-. Loc. : Casino de Montbenon (43 85 94), Ex Libris. Au Forum de l'Hôtel de Ville, du 19 au 30 juin : Exposition "Réfugiés... un autre regard", photos de Werner Haug.

samedi 23 juin, Place Arlaud : Journée du réfugié (animation folklorique, spécialités culinaires, stands d'information, artisanat).

et

GENÈVE

jeudi 21 juin, 19h,
Salle Sainte-Clotilde,
44bis, rue Sainte-Clotilde

Soirée information-débat sur le Zaïre et l'Angola

avec des représentants d'organisations de l'opposition politique en exil.

Organisée par l'OSAR

SOMMAIRE

EDITORIAL

Suisse - Costa Rica :
Un visiteur neutralisé par les USA

POLITIQUE

Suisse - Afrique du Sud :
L'"Asa" et la nécessité d'informer
Racistes ? Non, radicaux seulement...
Lilian Uchtenhagen et le Nicaragua :
Un lapsus freudien

SOCIAL

Horlogerie : "On s'attend au pire après les vacances" (entretien avec un travailleur d'IHS)
HPI : Chassez Olivetti, il revient au galop !
Initiative sur la "Wagi" :
Mobiliser ? surtout pas !
Travail de nuit des femmes : "On devient une machine, la tête vide" (entretien)
Industrie graphique : Non au contrat collectif du démantèlement

DOSSIER

TURQUIE : La démocratie surveillée des généraux turcs
La Suisse à l'ombre des militaires

FEMMES

14 juin 1981 - 14 juin 1984 : Trois ans d'inégalités

INTERNATIONAL

GB : Les gueules noires contre Maggie
RFA : "Pour nous les 35 heures, pour Kohl la retraite anticipée !"
POLOGNE : Débat "VO" - Kowalewski (2) : Réponse de J. Estager dans la "VO" Notre commentaire

À LIRE

Les gènes et l'histoire

L'ÉVÉNEMENT

Le Pape en Suisse : Le souffle froid de la réaction

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

PETR UHL

Le socialisme emprisonné

STOCK 2 / LA BRÈCHE

Petr Uhl, *Le Socialisme emprisonné*, Ed. Stock 2 / La Brèche, Paris novembre 1980. En vente dans nos librairies La Taupe, 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève et La Brèche, 11, rue du Four, 1400 Yverdon et dans nos locaux.

Suisse — Afrique du Sud :

Les membres du comité de patronage du groupe "Asa", outre leurs liens économiques avec l'Afrique du Sud, sont également connus pour leur engagement politique à droite et leur défense des valeurs chrétiennes de l'Occident.

Geneviève Aubry se situe à l'extrême-droite du Parti radical. Son siège au Conseil national est la conséquence de l'antiséparatisme de choc qu'elle a manifesté en sa qualité de présidente du groupe féminin du regroupement pro-bernois "Force démocratique". Elle est membre du comité de l'association pro-nucléaire "Kettenreaktion". Ce groupe de pression a tenté de discréditer le WWF en lui reprochant des abus dans l'utilisation de fonds récoltés. Geneviève Aubry est également engagée dans l'Eglise, dans un groupe pour dénoncer les "subversifs" qui se cachent sous les chrétiens de gauche.

Felix Auer, vice-directeur de la Ciba-Geigy, est aussi radical. Il participe à un groupe intitulé "Liberté et Responsabilité". Ce club bourgeois est né en 1974 sous l'impulsion du patron de la publicité, Farner. Il s'est fait connaître, pour la première fois, en prenant la défense publique d'Ernst Cincera.

Hans Georg Brandi est professeur d'histoire ancienne. Il fut l'un des rédacteurs du Petit livre rouge de la défense

Racistes? Non, radicaux seulement...

civile. Il s'est distingué par ses attaques contre les étudiants "subversifs" à l'Université de Berne.

J. M. Bochenski, jésuite et professeur à l'Université de Fribourg, est connu pour son anticommunisme forcené.

Henrich Bernard possède un terrain de camping au Tessin, un emploi qui lui laisse suffisamment de temps pour occuper la présidence de "Liberté et Responsabilité".

Ulrich Bremi, conseiller national radical, participe également à "Liberté et Responsabilité".

Les deux autres collègues parlementaires de Bremi, Hans Rüegg (conseiller national radical) et Hans Munz (ex-conseiller aux Etats) disposent d'un nombre impressionnant de mandats dans des conseils d'administration. Rüegg représente un capital-actions de 1766 millions de francs (1980). Munz le suit de près avec 1621 millions.

L'armée suisse est également présente avec Paul Gygli, commandant de corps. Etroitement lié aux milieux militaires, Ernst Heimann représente l'"Ost Institut" (OI) (institut de recherche sur les pays de l'Est), dont l'une des tâches principales est la lutte contre la "subversion étrangère".

Ernst Jaberg, ancien conseiller d'Etat bernois (UDC/PAI), est membre du Club Hofer, une association spécialisée dans la dénonciation des émissions de la radio et de la télévision progressistes ou critiques.

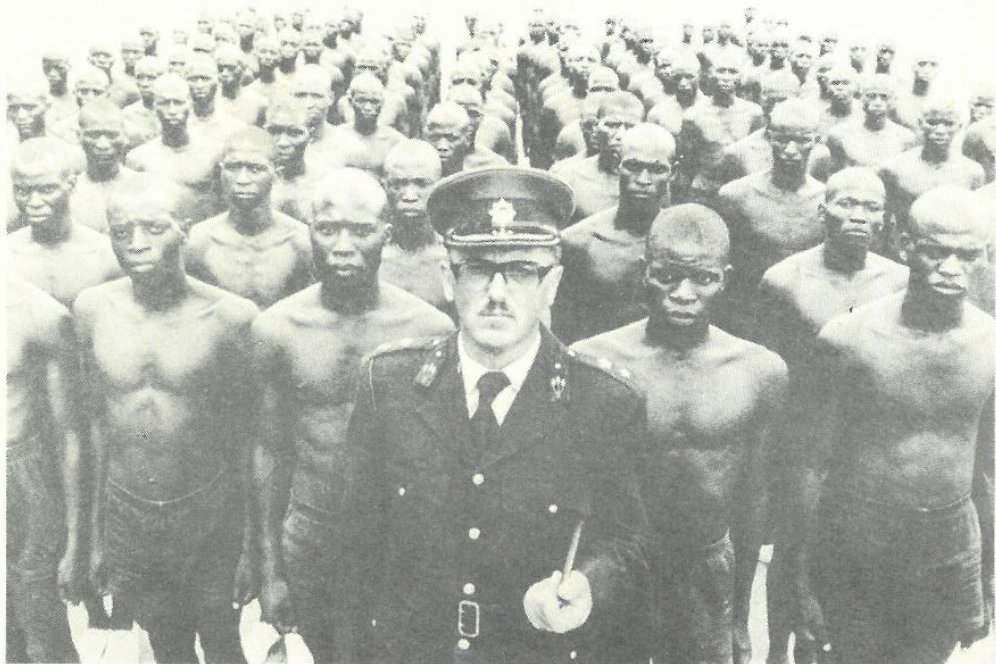
L'avocat Ernst Walder préside l'association "Libertas", dont l'activité principale est dirigée contre les militants syndicaux de gauche. Le titre d'une annonce de "Libertas" durant les élections communales zurichoises en 1978 était : "Voulez-vous une Zurich marxiste ?".

Peter Sulzer, homme d'affaires, ne s'est pas beaucoup engagé dans la politique.

Il fallait, évidemment, une feuille de vigne sociale-démocrate. On a trouvé Ernst Jaggi de Spiez (Berne), qui fut conseiller national du Parti socialiste.

Le mélange le plus réussi de notable bourgeois, de représentant des milieux d'affaires, de l'armée et de l'Eglise est le fait de Christoph Blocher, président de l'"Asa" et Hans Wächter, vice-président. Wächter est divisionnaire à la retraite. Blocher préside l'UDC (Union démocratique du centre) du canton de Zurich, il est membre du comité du "Redressement national" (né avec les Fronts d'extrême-droite durant les années trente) et de "Liberté et Responsabilité". Il dirige le holding Ems Chemie.

A. Meylan



Suisse — Afrique du Sud :

L'"Asa" et la nécessité d'informer

En été 1983, un nouveau groupe de pression sud-africain a été fondé : le Groupe d'études sur l'Afrique australe (Arbeitsgruppe Südliches Afrika — Asa). Formé par des investisseurs suisses importants, le groupe "Asa" est — avec le "Club des amis de l'Afrique du Sud" (fondé en 1973) et l'"Association Suisse — Afrique du Sud" (fondée en 1956) — un nouvel instrument de défense des intérêts du régime de l'apartheid.

Dans un document adressé à la presse, le groupe "Asa" décrit ainsi ses objectifs : "(...) suivre les événements en Afrique du Sud et (d')informer la presse suisse de la façon la plus objective possible". Ce que signifie une information objective, on peut le voir dans les titres qui suivent dans ce document : "Soweto améliore ses infrastructures", "Le major du KGB Alexei Koslov", etc. Des informations que l'on retrouve dans les nombreuses revues imprimées sur papier glacé et distribuées par l'ambassade sud-africaine.

Du beau linge pour l'apartheid

Derrière le "Groupe d'études sur l'Afrique australe" on retrouve de nombreux noms illustres. Son président est le conseiller national agrarien (UDC PAI) Christoph Blocher et le vice-président le divisionnaire Hans Wächter. Le comité de patronage est dirigé par la conseillère na-

tionale radicale de choc Geneviève Aubry; il réunit le conseiller national radical bâlois Félix Auer et le professeur d'université bernois Hans Georg Bandi. D'autres parlementaires bourgeois connus ont mis leurs talents à disposition : U. Bremi, H. Munz, H. Rüegg, qui font partie d'un petit empire économique dont les relations avec l'Afrique du Sud sont importantes (entre autres : Elektrowatt SA, Georg Fischer SA, Saurer SA, UBS, Motor Columbus et la Neue Zürcher Zeitung). A ce beau monde s'ajoute P. Sulzer, des Frères Sulzer SA. L'écrivain E. Heimann y représente l'Ost-Institut de Berne (l'anticommunisme à prétention savante) et le professeur Bochenski, de Fribourg, l'anticommunisme militant.

Le point cardinal de la doctrine du groupe : L'Afrique australe a une importance stratégique incalculable pour le monde libre". Il s'agit en particulier des réserves de

Les liens économiques Suisse — Afrique du Sud dans le comité de patronage du groupe "Asa"

Les conseillers d'administration U. Bremi, H. Munz, H. Rüegg, P. Sulzer et le directeur de Ciba-Geigy, F. Auer, représentent des entreprises qui ont des liens étroits avec l'Afrique du Sud.

H. Munz siège au Conseil d'administration (CA) de l'entreprise Portland Cement Werke, Würenlingen-Siggenthal SA (filiale de la Holderbank Financière Glarus SA, contrôlée par la famille Schmidheiny). Le trust Holderbank participe en Afrique du Sud à l'Anglo Alpha Ltd, qui contrôle près de 50 o/o de l'industrie du ciment du pays, et à Holderbank Investments Capetown.

U. Bremi siège, lui, au Zürcher Ziegeleien (briquetterie) dont la famille Schmidheiny est un gros actionnaire.

H. Munz siège également à la Neher Robert Victor SA, filiale d'Alusuisse. Alusuisse dispose des participations suivantes en Afrique du Sud : 33 o/o dans l'Aluminium I. Co. of South Africa; 22 o/o dans Alusaf (Pty) Ltd; 100 o/o de Swiss Mining Co et 100 o/o d'Alusuisse (SA) Pty Ltd.

H. Munz et H. Rüegg siègent au CA de l'UBS (Union de Banques Suisses) qui a une filiale en Afrique du Sud et qui accorde de nombreux crédits à l'Etat raciste.

P. Sulzer siège au CA de Sulzer Frères SA de Winterthur qui contrôle Sulzer Brothers (SA) Ltd à Johannesburg.

Enfin, Felix Auer siège, lui, au CA de Ciba-Geigy qui a une filiale en Afrique du Sud, Ciba Geigy (SA) Pty Ltd.

Il n'est, dès lors, pas étonnant de retrouver tout ce beau monde dans un groupe de pression sud-africain.

SUPERPARTENAIRE

Pierre Aubert a beau se voiler la face, l'Afrique du Sud est un superpartenaire économique de la Suisse; bien plus encore que ne l'avouent les livres. D'ailleurs, ces dernières années, plusieurs hautes personnalités sud-africaines ont rendu visite discrètement à la Suisse financière : on peut citer la visite à Zurich de M. O.P.F. Horwood, ministre des Finances, le 30 juin 1978, et celle de Pik Botha, ministre des Affaires étrangères, le 5 mars 1979. Reçu officiellement pour vingt minutes par Pierre Aubert, Pik Botha l'avait alors rencontré durant quatre heures...

Les financiers et les industriels suisses ne se vantent pas de leurs excellentes relations avec Pretoria. Leur timidité s'explique : en 1979, 17 banques suisses et 31 entreprises figuraient sur une liste noire de l'ONU comme sociétés accordant "assistance aux régimes racistes d'Afrique australe". Deux maisons suisses étaient même accusées d'assistance militaire.

Selon les statistiques, la Suisse a importé des produits sud-africains pour 194 millions en 1983 (154 millions en 1982) et exporté pour 490 millions (530). La Suisse importe surtout des fruits, de la viande, de la laine, du platine. Elle exporte des montres et des machines.

Les livres ne disent cependant pas que la quasi-totalité de l'or sud-africain est vendue à Zurich. Ils taisent les milliards de diamants de De Beers qui, depuis 1978, transitent par un comptoir ouvert à Lucerne. Pas un mot non plus sur les armes vendues à Pretoria par des filiales étrangères de maisons suisses.

Et la Suisse financière serait le quatrième créancier étranger de l'Afrique du Sud. Présentes dans le pays, nos trois grandes banques suisses participent ou mènent une grande partie des emprunts de cet Etat.

Avec les banques, de nombreuses entreprises helvétiques appuient le développement industriel. Les grands projets soutenus : Sasol (substitution du charbon au pétrole), ESCOM (électricité nucléaire).

Outre les banques, de nombreuses maisons suisses sont établies en Afrique du Sud (Nestlé depuis 1928). Toute la crème de notre industrie des machines (BBC, Bührle, Escher-Wyss, Sulzer, Hasler, etc.) et de la grande chimie s'y retrouve. Anglo-Alpha, appartenant à Holderbank, y emploie 7000 ouvriers et Nestlé 3500. 10 000 Suisses vivent dans ce pays.

Le Matin, 31 mai 1984

minéraux clés (60 o/o des réserves d'or du monde, 73,9 o/o des réserves de chrome, 71,3 o/o de celles de platine, 20 o/o de celles d'uranium) qui pourraient tomber en de "mauvaises mains", autrement dit dans les pattes de l'ours soviétique.

En ce qui concerne les questions d'ordre "intérieur", le groupe "Asa" n'en fait guère mention, puisqu'il n'agit qu'en fonction des intérêts stratégiques de l'Afrique du Sud.

A. Meylan

Les informations contenues dans cet article proviennent de l'enquête de Bernhard Lori publiée dans le magazine Südwind en 1983.

Horlogerie :

"ON S'ATTEND AU PIRE APRÈS LES VACANCES"

* ENTRETIEN AVEC UN TRAVAILLEUR D'IHS (OMEGA-LONGINES)

La situation dans l'horlogerie ne fait plus les gros titres de la presse; pour ses lecteurs, dès lors, "pas de nouvelles, bonnes nouvelles". Pour sa part, *L'Hebdo* a remis son encensoir-pour-nouveaux-patrons-dynamiques façon Thomke. En attendant peut-être de le ressortir à la prochaine vague de licenciements.

Il est vrai que, pour l'instant, il semble y avoir comme du tirage entre les banques et le licenciement en chef. Sa recette, "swatcher" l'horlogerie, risque trop de ne pas prendre aux yeux des grippe-sous de la Paradeplatz zurichoise.

En attendant, l'incertitude plane et pèse lourdement sur les travailleurs. L'idée que — contrairement à ce que l'on a bien voulu dire — l'affaire n'est pas finie, que les restructurations et les licenciements vont se poursuivre fait son chemin, comme le montre l'entretien ci-dessous.

La brèche : Deux mois après la signature de l'accord entre la FTMH et Thomke, quelle est la situation dans ton entreprise ?

— Ça n'a pas changé grand-chose. La confusion qui régnait avant l'accord est restée la même, comme s'il ne s'était rien passé. Il n'y a aucune reprise de la production, ça tourne clopin-clopant. Normalement, quand les affaires vont bien, on le sent tout de suite. Et je pense que ça va durer, on sent

très bien qu'ils ont encore des mauvais coups en réserve. Quand ils ont signé l'accord, ils ont dit que c'était définitif, mais ce n'est pas vrai. Pour Longines, par exemple, ce n'est que le début.

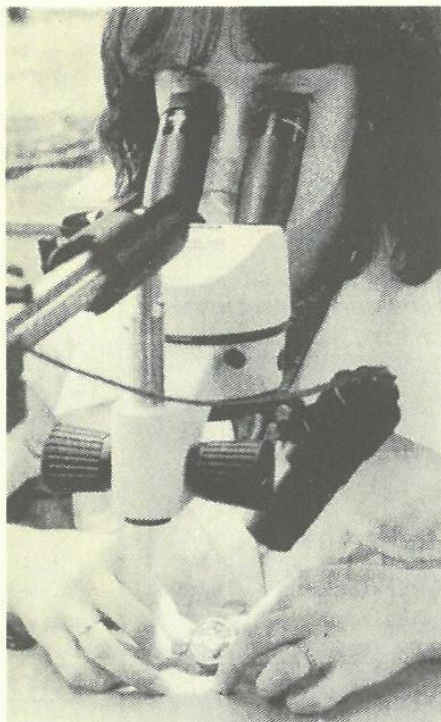
Par exemple, ils prévoient de monter une chaîne d'ébauches (avec machine automatique, dite de transfert) qui vient d'Ebosa, à Granges. Cette chaîne n'a jamais fonctionné comme il faut, elle a provoqué la fermeture d'Ebosa. En

la mettant chez Longines, ça va leur servir d'alibi pour faire couler la fabrication d'ébauches et licencier ensuite. On s'attend au pire après les vacances. De toute façon, l'avenir de Longines est sérieusement branlant, on le sent. L'accord du mois d'avril, c'est de la poudre aux yeux.

* Et pour les autres entreprises du groupe ?

— Pour Omega, c'est grave. Il y aura des licenciements c'est certain. Comment feraient-ils autrement : depuis janvier, il y a au total 440 personnes à reclasser, plus, maintenant, les 70 de Cortébert, qui sont aussi sur la touche. A ceux-ci, lors des négociations, on leur avait promis du travail à long terme. Mais tout le monde sait qu'on ne peut pas tous les caser à Granges, où, du reste, il y a déjà beaucoup de gens embauchés temporairement. Alors, chez Omega, ils licencieront. D'ailleurs chez nous, c'est aussi la même chose. Sur 140 à reclasser, rien n'est prévu pour la moitié. Ils ont proposé, par exemple, à une femme qui travaille depuis bientôt vingt ans chez Longines, d'aller travailler comme nettoyeuse dans un home, avec un salaire bien plus bas. C'est ça, leur reclassement, ou alors le chômage !

Ils envoient des gens partout, à Granges, à Fontainemelon, à Corgémont. Bientôt, tout le décollage de Longines sera liquidé, comme la recherche et le développement. C'est un vrai démantèlement.



commençait à exister, surtout au moment de la manifestation de Bienne (du 17 mars 1984, *red.*). On a l'impression d'avoir été trompé, d'avoir reçu une gifle. Les ouvriers en veulent plus que jamais à la FTMH. Il faut quand même se rendre compte que ni chez Longines, et si je ne me trompe pas, ni chez Omega, il n'y a eu d'assemblée des syndiqués depuis le moment où on parle de cette vague de restructurations. Les membres, qui paient pourtant des cotisations à la FTMH, n'ont pas eu à se prononcer sur cet accord, qui les concernait pourtant en priorité. C'est seulement des délégués qui l'ont fait. Le comble, c'est qu'on n'a jamais pu lire ce que l'on a voté : aujourd'hui encore, cet accord reste secret. On se demande même si nos secrétaires en ont un exemplaire. Ils étaient tellement pressés de liquider cette affaire ! D'ailleurs le jour après la signature, deux d'entre eux, qui participaient aux négociations, sont partis en vacances, dates réservées depuis longtemps. Ça explique peut-être une partie des choses...

Pourtant, c'est un des événements les plus importants de l'horlogerie ces dernières années, même si la *Lutte syndicale* n'en a pas parlé, sinon pour vanter l'accord final. Au 1er Mai, même le secrétaire de Genève (*J.-P. Thorel, red.*) prétendait que c'était un accord exemplaire ou quelque chose dans ce genre. Tout le monde en est satisfait, sauf les travailleurs concernés.

* Comment vois-tu l'avenir ?

— Oh, pas rose du tout ! Pour le moment, il faut veiller à ce qu'ils appliquent ce qui a été dit — il faudra peut-être même les forcer : pas de licenciements et pas de nouveaux contrats défavorables, désavantageux, pour ceux qui sont dé-

Initiative sur la "Wagi" :

MOBILISER ? SURTOUT PAS !

Le 20 mai, l'initiative "Sauvons la Wagi" (cf. La Brèche no 318 du 28 avril 1984) a été repoussée par les citoyens de Schlieren, dans une proportion de 4 contre 1. Pour comprendre ce résultat, il faut remonter au début de l'affaire.

La première "votation populaire" sur le sauvetage de la "Wagi" s'est, de fait, tenue il y a un an, lorsque des milliers de personnes participèrent à la manifestation de la FTMH et signèrent sa pétition. Malgré ce soutien évident, la FTMH décida de renoncer à la lutte et s'engagea dans des tractations diplomatiques avec la direction de Schindler. Dans l'entreprise, l'idée d'une occupation faisait son chemin. "Sans nous, il y aurait eu une grève, des vitres brisées et d'autres choses du même genre", expliqua ensuite B. Moor, secrétaire FTMH de Schlieren. "A tout instant, le PS aurait pu suivre les schémas simplistes de la lutte des classes. Mais nous avons toujours eu une attitude plus correcte", déclara par la suite H. Bloch, responsable du Syndicat des services publics, à propos du rôle de son parti.

Ayant ainsi les mains libres de ce côté, Schindler, en collaboration avec les autorités, ne s'embarassa pas de mots : en septembre, accord sur la fermeture; de juillet à novembre, mise au point du plan social, qui ne garantit pas un seul emploi au personnel de la "Wagi". Bien que la FTMH n'ait pas eu un mot à dire sur l'accord de fermeture, elle crut nécessaire de le faire passer pour un "compromis".



L'idée de faire vivre la "Wagi" comme une entreprise publique fut avancée dans de nombreux endroits : dans la commission d'entreprise, dans les rangs du PS, et même au Conseil national où un postulat Stappung (soutenu par Hubacher et Reimann entre autres) allant dans ce sens fut déposé. Pourtant ni le PS, ni la FTMH n'acceptèrent de participer au lancement de l'initiative. Seul le PSO s'engagea. De même, au moment de la campagne de votation, PS, FTMH et Union syndicale, malgré leur oui de dernière heure à l'initiative, refusèrent chaque proposition de mobilisation. Cette absence de toute pression publique avait entre temps déjà permis aux CFF de refuser de prendre en charge, en tout ou partie, la "Wagi".

L'initiative aura cependant permis de dénoncer clairement et publiquement le scandale de l'attitude de Schindler et la complicité des autorités. Comme les 21 o/o de voix favorables, ce n'est là qu'un premier pas. Mais un premier pas nécessaire dans la longue marche de la résistance aux plans patronaux.

Hermes Precisa International (HPI) :

CHASSEZ OLIVETTI, IL REVIENT AU GALOP !

Tout le monde, à commencer par Marguet, directeur de Hermes et syndic de Sainte-Croix, voudrait oublier Olivetti et ne voir que les difficultés de HPI. Malheureusement, cette réaction est aussi dominante dans la gauche. Ainsi, lors d'une assemblée organisée le 22 mai à Sainte-Croix par le Comité de défense des ouvriers et des cadres, personne parmi les orateurs n'a parlé d'Olivetti. Mais les faits sont têtus.

Dans son numéro de juin 1984, la revue économique *Bilanz* confirme ce que nous avons toujours dit. Olivetti, en rachetant Hermes a d'abord éliminé un concurrent puis a fait une bonne affaire puisque ce trust a acquis les biens immobiliers de HPI pour quelque 7 millions de francs alors que leur valeur assurée est de 145 millions ! Le réseau de distribution de HPI est intégré à celui d'Olivetti et des licenciements ont eu lieu parmi le personnel de vente d'Hermes. Dans l'article de *Bilanz*, le PDG d'Olivetti, de Benedetti, confirme l'abandon de l'usine de Sainte-Croix et ce ne sont pas les dénégations de Marguet qui y changeront quelque chose.

Et de Benedetti laisse planer la menace de la fermeture de l'usine d'Yverdon... Il faut donc que les travailleurs de HPI à Sainte-Croix et Yverdon demandent des comptes à leur vrai patron : Olivetti. Les travailleurs de Lémania, à la Vallée de Joux, lorsqu'ils ont su leur entreprise menacée ont organisé une manifestation devant le siège de Oméga à Bienne, qui possédait à l'époque Lémania. Pourquoi les travailleurs de HPI n'organiseraient-ils pas une manifestation au siège de Olivetti, à Ivrea en Italie, pour demander le maintien des deux usines et des emplois dans le Nord Vaudois ?

correspondant Yverdon



Manifestation du 17 mars 1984 à Bienne.

* Comment réagissent les travailleurs ?

— Ça a totalement changé. Avant la signature de l'accord, il y avait une bonne ambiance dans les ateliers, on sentait quelque chose qui nous unissait. Maintenant, tout le monde a peur, on se parle moins. C'est là qu'on voit qu'une solidarité

placés. Mais on sent bien que pour le reste, ce n'est pas clair ; ces prochains temps, il faudra faire quelque chose pour éviter le pire, agir en sorte qu'il n'y ait aucun licenciement à Cortébert. Mais qu'est-ce qu'on peut bien attendre de notre syndicat, quand on voit ce qu'ils ont fait jusqu'à maintenant ?

* Comment se passe pratiquement votre travail dans l'usine ?

— On fait toujours le même travail à l'écran, pendant neuf heures. On devient une machine, la tête vide. Durant neuf heures, on utilise le pied qui presse une pédale, les mains pour introduire les pièces et les yeux, pour fixer l'écran. L'œil est conditionné pour voir une image déterminée et quand les mini-circuits passent à l'écran, on doit détecter automatiquement les erreurs. Sans s'en rendre compte, on travaille toujours plus vite, comme des robots.

— Après neuf heures de travail, on ne réussit même plus à faire une étiquette, on est comme soûles, comme si on avait trop bu, l'esprit usé. Pour protéger les pièces, on va devoir mettre des habits blancs, le "kimono", les bottes et le bonnet.

* **Avez-vous des chances de pouvoir changer de travail ?**
— Depuis deux ans, on demande des cours de recyclage. Pour nous faire taire, ils nous donnent des cours de chimie, une heure de théorie tous les quinze jours. Imagine, on se lève à cinq heures du matin et à treize heures on nous parle de chimie... Alors on fume une cigarette, ou bien on dort.

* **On a parlé ici et là de contrats courts ?**

— Le patron engage des femmes et leur fait des contrats de deux ou trois mois, qu'il peut reconduire. Une femme de vingt ans a été engagée avec un contrat de deux mois et 6 fr.50 de l'heure. Les vacances sont comprises dans le salaire.

— Les femmes enceintes ne pourront pas renouveler leur contrat, elles seront au chômage et n'auront pas droit au congé-maternité. On a beau expliquer que c'est illégal et qu'il faut dénoncer ce scandale, les femmes ont peur et ne veulent pas que l'on puisse photocopier leur contrat pour le montrer au syndicat.

* **Justement, que fait exactement le syndicat ?**

— Le syndicat nous a dit qu'il fallait attendre jusqu'en septembre, que c'est le Conseil fédéral qui décidera. Mais que vont-ils faire des femmes qui ne veulent pas du travail de nuit ? Nous licencier ?

— De la Bailly (secrétaire syndical, réd.) a peur de nous, il ne

Travail de nuit des femmes :

"ON DEVIENT UNE MACHINE, LA TÊTE VIDE"

Les informations diffusées¹ — entre autres par le PSO — et les actions menées ont permis aux ouvrières concernées par l'introduction du travail de nuit de connaître les conditions exactes dans lesquelles s'effectuerait ce travail. Les avantages promis ont ainsi pu être mis en balance avec les désavantages réels. De soixante femmes disposées au départ à travailler la nuit à l'usine de Marin (NE) d'Ebauches SA, il n'en resterait actuellement que quinze.

Pour en savoir plus, *La Brèche* s'est entretenue avec quelques ouvrières et chômeuses de Marin.

veut pas faire de réunion et ne on attend quelque chose de la voulait pas publier l'horaire, alors commission ouvrière.

Travail de nuit à Ebauches SA
Horaire prévu pour les 4 équipes, fonctionnant par groupe de 3 sur des périodes de 9 jours

	A	B	C	D	Nombre d'heures par semaine	
					avec pause	sans pause
4ème semaine					33	30,5
					59,5	56
					42,5	40
					33	31
3ème semaine					33	31
					33	30,5
					59,5	56
					42,5	40
2ème semaine					42,5	40
					33	31
					33	30,5
					59,5	56
1ère semaine					59,5	56
					42,5	40
					33	31
					33	30,5

Légende

- *** Horaire 22h - 5h
- Horaire 13h30 - 22h
- Horaire 5h - 13h30

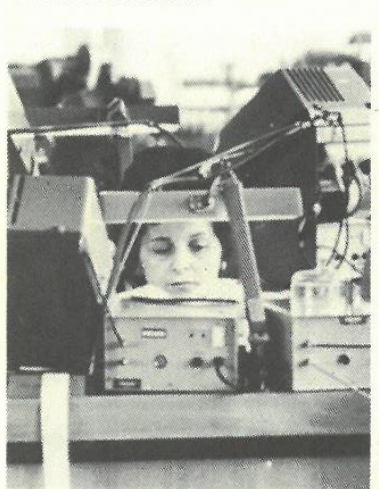
Expliquant que "personne n'y comprenait rien", le secrétaire syndical ne transmet pas ces données aux ouvrières. Le PSO s'en chargea donc.

La Brèche : Pourquoi les travailleuses se rétractent-elles maintenant ?

— Avant d'être informées de l'extérieur, on croyait que l'on allait travailler uniquement la nuit, de manière régulière. Aujourd'hui, il y a moins de femmes favorables au travail de nuit, car nous savons maintenant ce que signifie vraiment cet horaire, avec sa rotation en trois équipes et son unique week-end de libre toutes les quatre semaines.

* **L'aspect médical joue-t-il un rôle dans ce refus des femmes ?**

— Les femmes qui restent favorables au travail de nuit sont des femmes déjà malades. Elles ne vivent pour rien, uniquement pour travailler et dormir.



* **Mais qui fera le travail de nuit s'il est introduit ?**

— Beaucoup de femmes au chômage sont poussées à faire des

tests pour le travail de nuit. Elles aussi croient que ce ne sera qu'un simple travail de nuit. Chaque semaine, une ou deux femmes sont testées, quatre à cinq jours durant, puis elles s'en vont, on ne sait pas où.

— Les 70 o/o des femmes au chômage, ici, sont des ouvrières. Elles ont cependant signé la pétition des femmes contre le travail de nuit : pour elles, ce n'est pas une solution. Comme l'a dit une chômeuse lors de la manifestation contre le travail de nuit (cf. *La Brèche* no 320 du 26 mai 1984, réd.), ce n'est pas ainsi que l'on crée des emplois ; ce n'est pas non plus le genre de travail que nous voulons : nous voulons un travail normal, de jour, qui ne nous "robotise" pas !

* **Vont-ils alors engager des hommes ?**
— Je pense qu'il n'y aura que des femmes au travail et des hommes comme chefs. Ils croient qu'on est des moutons et qu'il nous faut des bergers. Il paraît que Thomke aurait dit à la commission ouvrière : "Si les femmes de Marin ne sont pas d'accord de travailler la nuit, celles de Granges et les chômeuses le seront". Les femmes de Granges ont été moins informées.

Interfoto

1. De l'extérieur évidemment, car il ne faut pas compter sur la direction de l'entreprise pour parler vrai. Ni pour laisser s'exprimer les travailleuses concernées : lors du tournage de l'émission de TV "Tell Quel", le directeur était en permanence sur les talons de l'équipe de TV, tout en lui ayant auparavant interdit d'interroger le personnel...

Industrie graphique :

Non au contrat collectif du démantèlement

Ce oui de la "direction" n'est rien d'autre qu'une déclaration d'impuissance, qu'une capitulation devant sa propre incapacité et sa longue pratique de rejet de la mobilisation. Par ce oui, elle accepte la politique, planifiée à long terme, de démantèlement des salaires du patronat.

Non à l'approbation des formations élémentaires

Le CCT prévoit l'introduction dans tous les secteurs de formations élémentaires. Ce qui n'aura pas pour conséquence une formation soudaine de tous les non-qualifiés, mais bien la création d'une masse malléable d'"assistant(e)s" qui remplaceront, avec des salaires inférieurs, les travailleurs qualifiés. Ces "assistant(e)s" auront en outre l'avantage d'être plus facilement renvoyés lors de la prochaine rationalisation...

De nombreux syndiqués se rappellent que l'Union syndicale suisse (USS) avait précisément lancé le référendum contre la nouvelle loi sur la formation professionnelle parce qu'elle introduisait ce genre de formations élémentaires. La

Est-ce que la confrontation à propos du nouveau contrat collectif de travail (CCT) dans l'industrie graphique se terminera, sans lutte et sans tambour ni trompette, en juin ? C'est en tout cas ce que souhaitent l'association patronale (l'ASAG) et la majorité de la direction¹ du Syndicat du livre et du papier (SLP). En procédant à une votation à la base le 14 juin, la "direction" du SLP cherche à inscrire le mot fin au bas des négociations conventionnelles, qui durent depuis plus d'un an et demi. A cet effet, elle recommande aux membres du syndicat de voter oui à un contrat collectif ouvrant grand la porte au démantèlement des acquis et qui, sur des points essentiels, correspond aux vœux patronaux.

"direction" du SLP semble, elle, l'avoir oublié ! Comme elle a "oublié" de faire le moindre effort pour organiser la résistance, bien que les propositions et les décisions des assemblées de délégués n'aient pas manqué : pétition, manifestation, réunion des hommes de confiance, assemblée de protestation. En outre, les membres du syndicat, lors d'une votation à la base sur les mesures de lutte, avaient justement donné mandat à la "direction" d'organiser cette lutte.

Cette politique du SLP facilitait — et justifiait en retour — la politique de division du Syndicat chrétien des arts graphiques (SAG). Le SAG est,

pour les patrons, une carte importante contre la solidarité syndicale dans l'industrie graphique ; ce qui explique les louanges que lui délivre régulièrement la presse bourgeoise. En contrepartie, le SAG a accepté le CCT du démantèlement — celui-là même que la "direction" du SLP recommande d'accepter — tout en signant en plus un accord défavorable sur la compensation du renchérissement.

Ce oui que propose la "direction" du SLP est dans la ligne d'une politique de paix du travail, menée de longues années par la bureaucratie de ce syndicat, qui trahit la grève de 1980 en s'appuyant sur la

section de Bâle et aujourd'hui refuse de faire quoi que ce soit pour mobiliser. Le sommet du cynisme fut atteint lorsque cette "direction" décida l'augmentation des cotisations au fonds de lutte, au moment même où elle s'agenouillait devant les patrons et refusait de lever le petit doigt.

Organiser la résistance !

Certes, tout le monde dans le SLP peut aujourd'hui s'appuyer sur le fait que les membres du syndicat n'étaient pas prêts à la lutte. Mais comment auraient-ils pu l'être, après l'expérience de 1980, après l'adoption d'un catalogue de revendications sans profil bien défini ni points centraux, qui ne contribua pas plus à la mobilisation que ce qui s'ensuivit, à savoir à peu près rien ! (En matière de campagne de mobilisation, le SLP pourrait s'inspirer du syndicat allemand du livre et du papier et de sa préparation à la lutte pour les 35 heures.)

Toutefois, aujourd'hui, il n'y a qu'une seule réponse possible : un non clair à ce contrat du démantèlement, véritable cadeau pour les

patrons. Un oui entraînerait une perte de crédibilité pour le syndicat qui affaiblirait plus le SLP que d'éventuelles défaites partielles dans des luttes défensives.

Et ne l'oublions pas : bien que depuis un an environ, l'industrie graphique ne soit plus régie par un contrat collectif, les patrons n'ont pas osé lancer d'attaque frontale. Ils semblent donc avoir une plus haute idée de la force du SLP que sa propre "direction". En outre, la question de l'accord sur la compensation du renchérissement, que le SLP veut défendre (même après la capitulation du SAG) avec les lithographes, est encore ouverte.

Il faut donc, par principe, répondre non à un contrat collectif dévalorisé, au moins avant tout essai de mobilisation. Un non clair le 17 juin permettra de recommencer cet essai.

R. Auf der Maur

1. Lorsque l'on parle aujourd'hui de la "direction" du SLP, les guillemets sont nécessaires, car cette direction est devenue une spectatrice passive, qui ne se bouge que quand il s'agit de bloquer la mobilisation !

Les premières élections parlementaires depuis le putsch militaire du 12 septembre 1980 se sont tenues le 6 novembre 1983. Vingt millions d'électeurs devaient choisir les 400 députés de la "Grande Assemblée". Ce genre de retour à un gouvernement civil n'est pas nouveau en Turquie. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les militaires ont déjà pris deux fois le pouvoir pour le remettre ensuite aux civils. La dernière fois, en 1973, le régime très répressif qui avait duré deux ans s'effondra. Le retour à un gouvernement civil ouvrit une période de fermentation sociale, de développement des organisations ouvrières et révolutionnaires, culminant dans la victoire électorale du parti populaire républicain (CHP) de Bülent Ecevit.

Mais ce gouvernement ne put maîtriser la crise économique et la radicalisation des masses. Le 26 décembre 1978, sous la pression des militaires, il instaura l'état de guerre dans les principaux centres ouvriers et dans les treize provinces kurdes. En novembre 1979, la droite traditionnelle, conduite par le parti de la justice (AP) de Süleyman Demirel, reprit le gouvernement et engagea, dès 1980, un programme d'austérité qui provoqua une violente opposition des travailleurs. A son tour, ce gouvernement ne put éviter l'enlèvement dans une crise générale des rapports politiques, économiques et sociaux.

STABILISER LE "VENTRE MOU"

Un parlement incapable d'agir, une dette extérieure sans bornes, un marché rétréci, une inflation rapide, un chômage dépassant les 20 o/o, des vagues de grèves, des heurts entre les fascistes et la gauche (10 morts par jour) : telle était la situation lorsque les militaires ont frappé, en 1980, avec la bénédiction, bien sûr, de l'OTAN ("stabiliser le ventre mou de l'Alliance") et des milieux financiers et économiques internationaux. Ceux-ci en attendaient une stabilisation qui permette de guérir "l'homme malade".

Aucune alternative claire (socialiste) ne se dessinant, de larges secteurs de la population ont accepté l'intervention des militaires et leurs promesses de "mettre fin à l'anarchie, au terrorisme, au fanatisme et au chaos".

Les généraux ont surtout frappé le syndicat progressiste DISK (Union syndicale révolutionnaire), la gauche radicale et ses organisations de masse et le mouvement de libération kurde. Mais même le CHP (social-démocrate) et l'AP bourgeois n'ont pas été épargnés. Les militaires leur reprochaient d'avoir corrompu la démocratie par leur incapacité, leurs querelles et leur arrivisme.

Après le putsch, tous les partis ont été dissous, y compris le parti fondamentaliste religieux et le parti fasciste. Les politiciens furent interdits d'activité publique pour dix ans. La junte élaborait alors un plan pour ne pas lâcher trop rapidement les rênes du pouvoir.

"L'OUVERTURE DÉMOCRATIQUE"

Les premiers jalons de "l'ouverture démocratique" des militaires furent posés dès l'automne 1981. Par étapes, une assemblée constituante devait d'abord être élue, puis le projet de Constitution soumis à référendum, enfin un gouvernement civil devait être instauré — le tout sous le strict contrôle des généraux.

Soumis au vote en novembre 1982, le référendum sur la Constitution — toute critique, même prudente, et tout contre-projet étant interdits — fut largement accepté. Au même moment, le général en chef de la junte, Kenan Evren, se fit élire président pour sept ans. C'est dans ce cadre que se sont déroulées les élections de novembre 1983. Trois partis furent autorisés à y prendre part : le Parti national-démocratique (MDP), le Parti populaire (HP) et le Parti de la patrie (AVP).

Les autres partis, comme le Parti social-démocrate (SODEP) et le "Parti de la juste voie" (DYP), ne furent pas acceptés par les militaires, qui redoutaient de voir resurgir les vieux partis d'Ecevit (CHP) et de Demirel (AP). Ces deux partis ont cependant eu le droit de se présenter aux élections régionales et communales de mars 1984, moins importantes.

LES GÉNÉRAUX S'ENTENDENT AVEC ÖZAL

Aux élections parlementaires de novembre 1983, le MDP, dirigé par le général à la retraite Turgut Sunalp, ouvertement soutenu par la junte et regroupant la droite conservatrice et même des fascistes, ne fit rien d'autre que de s'identifier au putsch de 1980. Selon les plans de la junte, le Parti de la patrie (AVP), dirigé par Turgut Özal, aurait dû jouer le rôle de la principale force d'opposition. Quant au parti populaire (HP), il se bornait à s'affirmer "à gauche du centre". Il recueillit toutefois aussi les voix des anciens partisans sociaux-démocrates d'Ecevit.

A la surprise générale, les élections ont donné une claire majorité à Özal. A l'inverse du MDP — qui prit une "veste" retentissante — l'AVP s'est présenté comme le moins lié à la junte. Son visage libéral, nationaliste et conservateur, teinté même d'islamisme, réunit les voix de la grande bourgeoisie, des classes moyennes et des campagnes, soit 45 o/o des suffrages. Les généraux, qui auraient certes préféré un autre que Özal comme premier ministre, n'eurent cependant pas de peine à s'entendre avec lui.

Özal a l'appui de l'économie et de la finance internatio-



Procès à Diyarbakir (Kurdistan).

LA DÉMOCRATIE SURVEILLÉE DES GÉNÉRAUX TURCS

"En Turquie, tout roule à nouveau sur les rails de la démocratie et de l'Etat de droit. La critique n'est plus fondée." C'est en ces termes que Turgut Özal, premier ministre à l'ombre des généraux depuis novembre 1983, s'est adressé au Conseil de l'Europe. Le 8 mai 1984, celui-ci, à une claire majorité, réintérait les parlementaires turcs en son sein. Les droits de l'homme bafoués, les tortures massives, qui n'ont pu échapper à la délégation du Conseil de l'Europe, sont devenus de simples défauts, des petits nuages dans le ciel par ailleurs serein de l'économie et de la politique turques.

Ce dossier en donne une tout autre image. Malgré les élections, la Turquie reste une dictature de bourgeois militaires dont la politique économique est antisociale à l'extrême. Pour reprendre la formule du dictateur Franco, "l'armée a tout bien ficelé". Economiquement, "l'homme malade" — ainsi que l'on appelait l'Empire ottoman en plein déclin au XIXe siècle — est plus malade que jamais.

nales. Le Financial Times du 7 novembre 1983 salua ainsi son succès : "Si Kenan Evren l'accepte comme premier ministre, Özal sera l'homme qu'il faut là où il faut pour réaliser les réformes économiques et ouvrir le pays au marché libre."

Les élections communales de mars 1984 ont plus clairement exprimé les rapports de forces réels. Seul l'AVP maintient à peu près son pourcentage, confirmant la position d'Özal comme premier ministre. Le MDP s'effondre à 7 o/o ! Le HP perd aussi des plumes au profit du SODEP. Celui-ci recueille massivement les voix des provinces kurdes et, comme son profil est plus ouvertement social-démocrate que le HP, le 23 o/o des voix qu'il recueille est significatif.

Résultats des élections parlementaires de novembre 1983		Résultats des élections communales de mars 1984	
MDP	23 o/o	MDP	7 o/o
HP	30 o/o	HP	9 o/o
AVP	45 o/o	AVP	42 o/o
		DYP	14 o/o
		SODEP	23 o/o

UNE LARGE DÉPOLITISATION

Ces deux élections ne doivent toutefois pas cacher l'indifférence de larges secteurs de la population, qui se serait exprimée par un fort taux d'abstention si le vote n'avait pas été obligatoire. La marge de manœuvre restreinte et la crainte de se voir interdire, jusqu'au dernier moment, ont donné peu de relief aux partis. La censure de la presse et le sentiment que, de toute façon, rien ne se fera dans l'immédiat sans l'accord des généraux, n'ont pas stimulé une réelle confrontation électorale.

Cette large dépolitisation est tout à fait dans les vucs des généraux, qui veulent éviter un retour analogue à celui de 1973. Ils peuvent ainsi quitter le devant de la scène politique à un moment où ils n'y sont pas contraints par un mouvement de masse radical.

L'insatisfaction politique s'exprimera désormais dans le cadre fixé par la junte. Celle-ci s'arroge le rôle de l'autorité politique veillant en coulisse. Le "Conseil de la République" remplit exactement cette fonction : constitué de généraux putschistes, il est une sorte de Chambre haute. Les généraux se gardent ainsi une porte ouverte pour reprendre le pouvoir.

La politique économique que veut réaliser Özal est la même politique monétariste qu'il a déjà pratiquée comme

Ministre de l'économie de la junte avant "l'ouverture démocratique" (1980-1983) et même avant le putsch, sous le gouvernement Demirel (1979-1980) : une réduction draconienne des salaires, l'appauvrissement de larges secteurs de la population doivent favoriser la reprise de l'industrie d'exportation.

UN COURS MONÉTARISTE RADICAL

Le scénario du Fonds Monétaire International (FMI), auquel Özal veut et doit se tenir — ce n'est pas pour rien que le *Financial Times* l'appelle "l'homme qu'il faut là où il faut" — prévoit une "croissance modérée". Le redressement de la balance des paiements, déficitaire, doit s'opérer par une réduction des importations et une hausse des exportations. Le strict maintien de taux d'intérêts élevés, une dévaluation radicale de la lire turque, dont le change passe de 47 à 70 par dollar dans un premier temps (fin 1983, un dollar valait 265 liras), une baisse du taux d'inflation de 100 o/o à 30 o/o (1982), la reprivatisation d'une partie de l'important secteur public et des conditions favorables aux investissements étrangers — tout cela n'a fait que bonne impression aux représentants du FMI et de l'OCDE.

De généreuses subventions ont aussi permis d'élever les exportations de 3 à 5,9 milliards de dollars jusqu'en 1982. Le produit national brut, qui augmenta de 4,1 o/o en 1981 et de 4,4 o/o en 1982 — grâce à une bonne récolte en 1982 — n'a cependant progressé que de 3,3 o/o en 1983 au lieu des 4,8 o/o prévus. Les recettes des exportations atteignent toujours 5,8 milliards de dollars en 1983, mais ce résultat reste bien en-deçà des 9 milliards de dollars dépensés pour l'importation (*Tages-Anzeiger*, 20 décembre 1983). Au cours des dix premiers mois de 1983, 66 o/o des recettes d'exportation (contre 53,7 o/o en 1982) ont servi à amortir la dette extérieure et à payer les intérêts (*Cumhuriyet*, 23 janvier 1984).

UN FEU DE PAILLE ÉCONOMIQUE

Le miracle économique turc des années 1980-1982 se révèle donc n'être qu'un feu de paille. Par crainte d'une dévaluation massive, même les immigrés turcs à l'étranger n'ont rapatrié en 1983 que 1,6 milliards de dollars (2,5 en 1981).

Le manque chronique de devises menace de se transformer, à la fin de 1984, en une crise financière aiguë : car alors commencera le remboursement de la montagne de dettes, qui atteint maintenant 23 milliards de dollars. Enfin, la Turquie doit, dès 1985, payer chaque année 2,5 milliards de dollars d'intérêts à ses créanciers étrangers (*Tages-Anzeiger*, 20 décembre 1983).

Malgré tous ses efforts, la Turquie n'atteignait en 1982 que 0,3 o/o des exportations mondiales. La politique d'Özal, visant à réorienter vers les marchés étrangers l'économie turque centrée sur le marché intérieur, se heurte à des obstacles structurels insurmontables. La plupart des produits d'exportation turcs ne soutiennent pas la concurrence internationale, l'essentiel est constitué par des produits agricoles, semi-finis (coton) ou textiles fortement concurrencés. D'autres produits, comme les automobiles, n'ont pu être exportés au mieux que vers des pays voisins comme l'Iran, l'Irak et la Syrie, à la faveur de chutes de production (dues à la guerre !).

Comme on pouvait s'y attendre, la politique d'Özal n'a pas trouvé de réactions positives, même chez les patrons. Le président de la Confédération patronale turque gémit : "La Turquie ne doit-elle être sauvée que par quelques entreprises d'exportation ?" (*Cumhuriyet*, 21 janvier 1984).

"UN TRAITEMENT DE CHOC SUFFIT"

L'opinion publique également ne croit pas aux chiffres triomphants — disparus depuis — de la croissance des exportations, de la hausse du produit national brut, de la baisse de l'inflation, tous obtenus par une pression sur les salaires. "Un traitement de choc pour assainir l'économie suffit. Il ne peut être répété à l'infini !" titre le journal à grand tirage *Güneş*. Le problème quotidien pour la population laborieuse est la perte constante du pouvoir d'achat causée tant par les hausses de prix perpétuelles que par une chute des salaires réels de 7,5 o/o chaque année depuis le putsch !

Cela va cependant durer, le FMI n'ayant pas prévu dans ses plans de hausses des salaires. Il y a quelques semaines, le gouvernement a fixé le salaire minimum pour une famille de quatre personnes à 24 000 liras (180 francs suisses), alors que le prix des produits alimentaires de base n'est qu'à peine inférieur à la moyenne européenne. Aussitôt les élections communales passées, Özal jeta ses promesses à la corbeille et augmenta les prix des produits alimentaires de base de 7 o/o à 55 o/o d'un coup (*Cumhuriyet*, 31 mars 84).

Une telle baisse du pouvoir d'achat diminue aussi sévèrement la demande intérieure. Le marché turc est inondé de produits étrangers à des prix que personne ne peut payer.

L'OPPOSITION DÉSORGANISÉE

Au début de 1984 le chômage atteignait officiellement 5 millions de travailleurs (*Cumhuriyet*, 27 janvier 1984).

UNE RÉPRESSION MASSIVE

Depuis le coup d'Etat, 60 000 à 100 000 personnes ont été jetées en prison, accusées de "terrorisme". 1200 — des Kurdes surtout — ont péri au cours d'opérations dites militaires. 4000 condamnations à mort ont été requises, 160 prononcées et 74 exécutées. La dictature turque compte parmi les plus répressives du monde. Actuellement encore, 38 nouvelles prisons (!) sont en construction, permettant la détention de 100 000 personnes (*Die Welt*, 26 juillet 1983). La répression s'abat avant tout sur les Kurdes, placés sous contrôle militaire. Dans les grandes villes de Turquie, elle est un peu plus discrète et sélective.

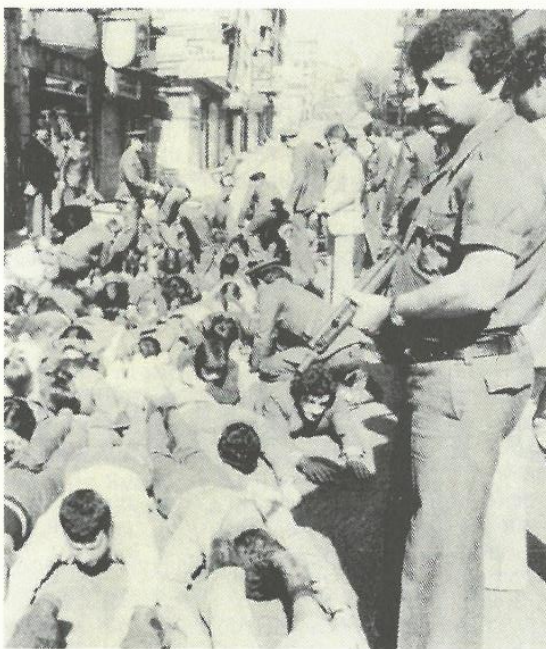
Au début de 1984, dans les prisons d'Istanbul, Ankara et Diyarbakir, les détenus politiques ont entrepris une grève de la faim, soutenue par les Kurdes et les Turcs en exil, au moment des débats sur la réadmission de la Turquie au Conseil de l'Europe. La junte a réagi avec brutalité jusqu'à ce que les premiers morts la contraignent à ouvrir une enquête sur la situation dans les prisons. Le rapport final conclut que dans deux cas sur les 53 morts constatés, des "influences étrangères" ont pu être démontrées (*Hürriyet*, 4 avril 1984) !

Lorsque, à fin février, dans la prison de Mamak à Ankara, 450 détenus ont fait la grève de la faim, des habits ensanglantés ont été brandis aux mères qui attendaient dehors — malgré l'interdiction de visite. Une protestation spontanée a commencé, à l'instar des Mères de la Place de Mai en Argentine. Ces femmes se retrouvent maintenant régulièrement pour réclamer l'amnistie.

Diverses organisations humanitaires ont réuni en peu de temps 1 million de signatures pour l'amnistie. 1256 intellectuels ont manifesté le 15 mai contre la torture, demandant, dans une pétition, au président et au parlement, une large amnistie, l'abolition de la peine de mort et des procès de masse (*Tages Anzeiger*, 16 mai 1984). Il est encore difficile de juger comment pourront se poursuivre ces premières formes de protestation.

Özal essaie de leur couper l'herbe sous les pieds en annonçant une amnistie partielle qui pourrait peut-être se réaliser dans deux ans. Il a aussi exprimé l'espoir de pouvoir lever progressivement l'état de guerre.

Ce ne sont que des manœuvres dilatoires. Car les généraux indiquent déjà les limites de leur tolérance : à la fin février, ils ont étouffé un débat sur l'amnistie dans les médias. Les modifications de la Constitution ont aussi été stoppées. Dans 54 des 65 provinces règne toujours l'état de guerre et, dans 8 des 13 provinces où il a été levé, l'armée instaure aussitôt l'état d'urgence (*Taz*, 11 mai 1984). La façade démocratique n'a encore rien changé aux pouvoirs essentiels de la junte.



Rafle dans les rues d'Istanbul.

Chaque année, quelque 250 000 jeunes viennent s'y ajouter sur le marché du travail. Même dans un proche avenir, les pertes salariales ne pourront guère être endiguées, le putsch militaire de 1980 ayant désorganisé le syndicat DISK privant du même coup la classe ouvrière de cadres avancés et combattifs.

Le seul syndicat qui ne soit pas interdit, le *Türk-İs*, n'a pas entrepris la moindre opposition ces dernières années, malgré la chute brutale des salaires. Outre une loi syndicale draconienne, qui ne laisse guère de marge de manœuvre, ce syndicat est dominé par un courant de droite, nationaliste et anticommuniste. De plus, tous les obstacles parlementaires, les syndicats combattifs et les organisations de masse ont été balayés par le coup d'Etat. Voilà ce qui constitue les "rails de la démocratie"...

P. Meier

La Suisse à l'ombre des militaires

Depuis le putsch, l'impérialisme suisse s'est fortement engagé en Turquie : Nestlé, Sandoz, Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy, BBC, Sulzer, Escher-Wyss, Eternit, etc. — tous apprécient la "stabilité" d'un pays où les travailleurs sont bâillonnés. Le sommet en la matière est le projet du gigantesque barrage Atatürk qui assure plusieurs années de commandes à l'industrie suisse des machines. Pour créer ce quatrième lac artificiel du monde, 900 km² de terres seront submergés et 50 000 personnes forcées à la migration. Un tiers des eaux de l'Euphrate sera perdu pour la Syrie et l'Irak voisins. Coût de l'ensemble : 10 milliards de francs suisses ! Malgré les réserves politiques exprimées par d'autres bailleurs de fonds (le Fonds Monétaire International, par exemple), le conseiller fédéral Furgler, passant par-dessus la commission d'experts de la garantie aux risques à l'exportation, a donné le feu vert à ce projet monstrueux. Même les craintes suscitées par la forte dette de la Turquie ont laissé froid Furgler. Depuis le putsch, les trusts suisses ont multiplié par treize leurs investissements. En 1983, la Suisse est, après l'Allemagne fédérale, le second investisseur en Turquie.

Avec 40 000 immigrés turcs et kurdes en Suisse, la Turquie est aussi un important réservoir de main-d'œuvre. Alors qu'au cours des dernières années les contingents d'immigration ont eu tendance à diminuer, ceux provenant de Turquie n'ont cessé de croître. Ce pays offre d'ailleurs d'autres marchandises à bon marché : des produits alimentaires (58 o/o) et des textiles (39 o/o). La Suisse exporte quant à elle des produits chimiques (20 o/o) et des machines (63 o/o).

Sur le plan politique, l'engagement suisse en faveur des généraux a aussi été significatif. "Notre" ministre des Affaires étrangères, le socialiste Pierre Aubert, répondait au *Tages-Anzeiger* (31 décembre 1982) : "En Pologne, il n'y a aucune évolution vers la démocratie. La Turquie est liée d'amitié avec des pays qui sont démocratiques, pas la Pologne. Dans la situation présente en Europe de l'Est, la Pologne n'a aucun avenir démocratique. Il en va autrement pour la Turquie : même les partisans de l'opposition s'adressent à nous pour ne pas la laisser tomber et ne pas l'exclure du Conseil de l'Europe." Malgré les protestations, la Suisse a ajouté sa voix, le 8 mai 1984, pour accepter la Turquie au Conseil de l'Europe.

La politique "intérieure" suisse envers l'opposition turque et kurde est de la même veine. Le 9 août 1983, un groupe d'immigrés turcs a entrepris une grève de la faim et d'autres actions pour sensibiliser l'opinion sur la situation politique et les violations des droits de l'homme, et a voulu déposer une pétition au Département des Affaires étrangères en habits de détenus. La police a brutalement interdit la manifestation, empêchant les photographes et caméramen de prendre des images, et arrêté quelques manifestants "à fin d'identification".

Un coup d'œil sur les statistiques du droit d'asile montre que les réfugiés turcs et kurdes comptent parmi les "faux réfugiés" : alors que 66 o/o des demandes d'asile provenant des pays de l'Est ont été accordées, seules 0,2 o/o l'ont été durant la même période (1978-1982) pour la Turquie ! Après les élections de novembre 1983 en Turquie, les autorités suisses avaient prévu de refuser toutes les demandes d'asile turques ou kurdes sous le prétexte que des élections avaient eu lieu. L'intense campagne des immigrés kurdes et turcs ainsi que de la gauche suisse et d'Amnesty International a réussi à mettre en échec cette disposition.

L'ambassadeur suisse à Ankara, Jean Maillard, est aussi de ceux qui n'ont que sollicitude pour les méthodes des militaires turcs : "L'armée est peut-être la seule institution disciplinée en Turquie. Je crois que les Turcs sont, par nature, un peuple indiscipliné, ils n'ont pas de discipline personnelle. Par conséquent, si on se décide à avoir des prisons en règle, il faut considérer les prisons militaires, qui sont du reste bien mieux tenues que les prisons civiles." (*Nouveliste du Rhône*, 10 mars 1984).

Pour ce monsieur, les 11 millions de Kurdes qui vivent en Turquie sans même le droit de parler leur propre langue ne sont pas un problème sérieux. Puisque même les Français n'aimeraient pas non plus que les Bretons ou les Alsaciens parlent leur langue maternelle à Paris !

14 juin 1981 – 14 juin 1984 :

TROIS ANS D'(IN)ÉGALITÉ

* Le travail de nuit des femmes est au cœur de l'offensive patronale.

Rappelons-nous : la campagne — (IN) — pour les droits égaux rencontra une opposition nette du patronat. En mai 1981, *L'Atout* plaide pour le non avec son catastrophisme habituel : "Egalité des sexes. Pas si simple (...) cette égalité 'égalitaire' va soulever des problèmes : service militaire obligatoire, égalité des âges dans l'obtention de la rente AVS, introduction de rente de veufs au même titre que des rentes de veuves, suppression des dispositions spéciales protégeant le travail de la femme, etc. En fait nul ne connaît les effets réels qui se produiront après l'adoption du nouvel article constitutionnel : le mystère reste entier."

En 1984, le voile du mystère s'est bien — ou plutôt mal — levé. Le vote favorable du 14 juin n'a pas empêché patrons et bourgeois de passer à l'attaque et d'imposer une égalisation à reculons. Recul de l'âge de la retraite de 62 à 63 ans, offensive pour militariser les femmes et surtout détérioration sensible de la place des femmes sur le marché du travail. Non content de ces résultats, Fritz Halm, de l'Union centrale des associations patronales suisses, s'en prenait, il y a quelques semaines, aux syndicats qui "concourent à pétrifier l'économie". Il dénonçait la législation sociale, trop contraignante : "L'innovation se heurte à un corset de dispositions rigides. Pourquoi, par exemple, le travail de nuit des femmes dans l'industrie est-il interdit alors qu'elles peuvent travailler de nuit aux PTT ?" (*La Suisse*, 25 mai 1984, nous soulignons).

Mais qui serre le corset de qui ?

A survoler les terrains essentiels de l'(in)égalité, il ne fait aucun doute que le patronat parvient à serrer toujours plus le corset des travailleurs, et tout particulièrement celui des femmes. Le droit des femmes à un emploi et à un salaire est touché de plein fouet.

* En dix ans, c'est en Suisse que l'écart entre les salaires masculins et féminins s'est le moins réduit dans les pays capitalistes avancés. La réduction n'est que de 0,5 o/o (l'écart passe de 33,2 o/o à 32,7 o/o) selon le Bureau international du travail (BIT). Et depuis le vote de 1981, aucun pas important vers l'égalité salariale n'a été fait, pas même dans les contrats collectifs.

* L'accès des filles à un emploi est toujours plus difficile, surtout dans les régions touchées par la crise. Ainsi, dans le Jura par exemple, les "chances" s'amenuisent :

Elles ont trouvé :	en 1981	en 1983
— une solution d'attente (stage linguistique, par exemple)		
filles sortant de l'école primaire	14 o/o	20,2 o/o
filles sortant de l'école secondaire	6,5 o/o	12,2 o/o
— un apprentissage reconnu par l'OFIANT		
filles sortant de l'école primaire	40,3 o/o	32,3 o/o
filles sortant de l'école secondaire	37 o/o	26,8 o/o

* la chasse aux "doubles salaires" empoisonne les relations sur les lieux de travail et culpabilise les épouses salariées. Ainsi, au Tessin, le Conseil d'Etat propose de refuser la nomination de deux conjoints fonctionnaires et réduit leurs deux salaires à un salaire et demi, à se répartir entre les deux fonctionnaires.

* le chômage touche plus massivement les femmes que les hommes. Elles représentent le 43,4 o/o des chômeurs, cette proportion s'élevant jusqu'à 60 o/o dans une ville comme Bienne, alors que les femmes ne forment qu'un tiers de la main-d'œuvre. En outre, le chômage féminin dure plus longtemps, suppose une plus forte baisse de salaire et une énorme somme d'incertitudes face à l'avenir.

Ebauches SA lance le défi

Ainsi, dans son ensemble, l'emploi féminin devient de plus en plus précaire, à l'exemple de ce qui se passe chez Ebauches (voir aussi l'entretien que nous publions en page 5 de ce numéro) :

— travail en continu, avec l'introduction du travail de nuit pour les femmes. L'organisation du travail sur la base de la semaine de sept jours (cinq de travail plus le week-end) est abandonnée au profit d'un travail continu sur une période de neuf jours (sept de travail, deux de congé) ne tenant compte ni des week-ends, ni des jours fériés. L'alternance du jour et de la nuit (donc du travail et du repos) est remplacée par la rotation des équipes travaillant le matin, le soir et la nuit. L'objectif est de faire travailler les femmes au rythme dicté par les machines. Des machines déjà dépassées technologiquement qu'il faut donc amortir à toute vitesse.

Les banques refusant d'investir plus de capitaux dans l'horlogerie, aux femmes d'y investir leur seul bien, leur santé.

— "robotisation" d'un travail déjà aliénant et déqualifié à l'extrême, où l'ouvrière, placée sous un stress permanent, est au service d'une nouvelle technologie pour produire plus, plus vite, avec un personnel réduit. Tâches répétitives, monotones, devant être effectuées dans un laps de temps défini : les femmes en ont l'habitude. N'est-ce pas là le décalque industriel de leur vie quotidienne, rythmée par l'heure de départ des enfants pour l'école, l'heure des tâches ménagères, des courses, des repas, de ce travail sans fin, sans valeur socialement reconnue, à chaque fois recommencé ?

Imaginons un instant au masculin ce quotidien de milliers de femmes : des hommes déqualifiés, rivaux neuf heures durant à leur



photo Sergio Medina

écran pour contrôler des circuits électroniques et cela pour un salaire d'environ 2000 francs ; ou encore caissier à "La Placette" pour 1500 francs, ayant deux enfants et tout le ménage à charge ! L'image ne

tient pas. Aucune de ces situations n'est permutable.

Pourquoi les femmes ?

Thomke l'explique sans fioritures dans son plaidoyer, adressé à l'OFIANT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), pour justifier l'introduction du travail de nuit à Ebauches SA : l'utilisation différenciée de la main-d'œuvre masculine et féminine est une source intarissable de surprofits (cf. *La Brèche* no 319 du 12 mai 1984). Les femmes sont déqualifiées et donc mal payées. Davantage contrôlées au travail, stressées en permanence dans leur vie quotidienne et donc jugées plus aptes à un travail monotone, "robotisé" et sans possibilité de promotion. Ainsi la double exploitation spécifique des femmes est amplifiée au maximum. Leur oppression domestique et ses effets servent de

justification à leur surexploitation au travail. Elles sont mieux conditionnées que tout autre travailleur. On ne peut donc se contenter de relater la surexploitation des ouvrières et des femmes en général. Les rapports de domination sexistes s'ajoutent aux rapports d'exploitation. C'est particulièrement vrai au moment où le développement de nouvelles technologies répond à la recherche de nouvelles sources de profit et s'appuie essentiellement sur une division sexuelle du travail : pour les femmes les travaux répétitifs, pour les hommes les postes qualifiés.

Ainsi, ce sont toujours les mêmes mécanismes qui fonctionnent : en période de crise, c'est l'emploi des femmes qui subit les premières attaques, qui se généralisent ensuite contre tous les travailleurs. Le travail de nuit des femmes est au centre de ce défi patronal. Quand Halm veut desserrer le corset des dispositions légales et attaque les syndicats, l'ampleur de son défi ne doit pas nous échapper.

Enfin, n'oublions pas que le patronat n'est pas seul en cause. Si de profondes inégalités subsistent, si le travail de nuit risque d'être réintroduit, c'est que les employeurs peuvent s'appuyer, sinon sur certaines complicités de la main-d'œuvre masculine et des représentants syndicaux, du moins sur leur cécité bienveillante. A nous de relever, dans toute sa portée — avec les femmes et le mouvement ouvrier — ce défi patronal.

M.-Thé Sautebin

Lilian Uchtenhagen et le Nicaragua :

UN LAPSUS FREUDIEN

Lilian Uchtenhagen, mise en cause par les journaux du PSO (cf. *La Brèche* no 319 du 12 mai 1984) à propos de son discours du 1er Mai à Bienne, où elle mettait sur le même pied le Nicaragua et la Turquie¹, a répondu à *Bresche*. Nous publions ci-dessous sa lettre et de larges extraits de la réponse de la rédaction de *Bresche*.

"Dans votre article 'Uchtenhagen : Nicaragua = Turquie' paru dans *Bresche* du 21 mai 1984, vous critiquez mon discours du 1er Mai. Je suis surprise, et même révoltée, que vous n'ayez pas remarqué qu'il s'agissait d'un lapsus. Avant d'écrire un article, sur un sujet où vous devez bien supposer qu'il y a quelque chose qui ne joue pas, vous auriez dû me contacter. Au lieu du Nicaragua, c'est évidemment du Chili qu'il s'agissait. Le manuscrit original contenait encore une phrase contenant le Nicaragua, où je protestais contre l'ingérence américaine. Des coupures ayant été nécessaires, cette phrase est tombée et lors de la mise au net, le terme Nicaragua fut copié à la place de

Chili. Prise de court, je n'ai pas eu le temps de relire le manuscrit, je n'ai pas remarqué l'erreur et l'ai même lue. Immédiatement après mon discours, je me suis aperçue de cette faute et je l'ai corrigée auprès des journalistes et ensuite lors d'une émission de radio."

L. Uchtenhagen

La réponse de Lilian Uchtenhagen ne nous convainc pas. La chaîne des lapsus est trop longue pour être crédible. L'ancienne candidate au Conseil fédéral, l'actuelle dirigeante de Coop, commence par confondre le Chili de Pinochet avec le Nicaragua, puis ne trouve pas, durant tout un jour, le temps de relire attentivement son manus-

crit, ne remarque pas la faute lors de la dernière lecture avant de monter sur le podium, mieux, la prononce clairement : trop, c'est trop.

Pourquoi aurions-nous dû, disposant à la fois de la citation écrite et orale et après d'autres précédents, penser que "quelque chose ne jouait pas" ? (La rédaction de *Bresche* cite ensuite la liste des dirigeants sociaux-démocrates — de Otto Piler à Félicien Morel en passant par Pierre Aubert — qui ont soit dénigré le Nicaragua soit salué la politique de Reagan.)

S'il s'agissait réellement d'un lapsus, alors il faudrait parler d'un lapsus freudien, s'intégrant fort bien à une conception politique qui lie la notion de "démocratie" à celle du respect de la propriété privée et de la domination d'une minorité possédant les hommes, les machines et la terre. Ce serait un lapsus freudien qui s'accorderait fort bien avec le fait supposé que la

phrase coupée ait justement été celle qui dénonçait l'ingérence américaine (...)

Si Lilian Uchtenhagen utilise aussi son poids politique, sa fonction de conseillère nationale, la presse de son parti et ses apparitions à la télévision pour expliquer pourquoi le Nicaragua doit être défendu et pourquoi la Turquie doit être exclue du Conseil de l'Europe, alors nous serons prêts à croire qu'il s'agissait d'un lapsus.

La rédaction de *Bresche*

1. Le passage incriminé est le suivant : "Nous exigeons la liberté pour les prisonniers politiques en Pologne et en Russie, en Turquie et au Nicaragua comme dans les nombreuses dictatures d'Amérique latine, où des syndicalistes et des socialistes sont poursuivis, torturés et assassinés." Cette phrase fut prononcée lors de la manifestation officielle et elle figure également dans le texte dactylographié du discours, daté du 30 avril 1984.

Grande-Bretagne :

A l'heure où certains commémorent le débarquement allié du 6 juin 44, les mineurs britanniques sont en train d'écrire une version complètement inédite de la bataille d'Angleterre. Une formidable lutte se déroule en effet dans ce pays, opposant l'aile marchante du mouvement ouvrier, regroupée derrière les mineurs en grève, au gouvernement conservateur de Maggie Thatcher.

A l'origine du conflit : la décision de fermer plusieurs dizaines de puits, provoquant ainsi la disparition de dizaines, sinon de centaines, de milliers d'emplois. Cette restructuration déboucherait ensuite sur la privatisation de l'industrie du charbon (nationalisée aux trois quarts). A cette attaque contre l'emploi s'ajoute une offensive syndicale forcenée, visant à mettre définitivement à genoux le mouvement syndical britannique et son expression politique, le Labour Party (cf. La Brèche no 315 du 17 mars 1984). Pourtant, un spectre hante les mémoires des dirigeants conservateurs : celui de leur défaite, contre ces mêmes mineurs, en 1974, suivie de la chute du gouvernement Heath. D'où une préparation presque militaire de l'offensive actuelle, que nos camarades de Socialist Action qualifient avec raison "d'assaut le plus vicieux et le plus coordonné contre le mouvement syndical depuis 1926" (Socialist

Les gueules noires contre Maggie

Action, 23 mars 1984). D'où le recours permanent à une batterie de lois antigrèves, à une justice quasiment d'exception. D'où l'engagement quotidien de dizaines de milliers de flics, chargés de la répression des mineurs et de leurs piquets de grève, grevant chaque jour les fonds publics de 2 millions de livres (soit environ 6,5 millions de francs).

Malgré cette fantastique armada, Maggie Thatcher ne craint qu'une chose : que la détermination des mineurs fasse fondre le fer dont on dit qu'elle est faite. Elle a donc adopté une attitude prudente, laissant monter en première ligne ses sous-fifres. Mais tout le monde sait parfaitement qu'une victoire des mineurs sonnerait le glas du gouvernement conservateur. Ce qui serait un véritable tournant de la situation politique anglaise.

La hauteur même de cet enjeu a fait reculer nombre de dirigeants syndicaux et du Labour Party qui ont préféré, toute honte bue, se coucher devant la "Dame de fer" plutôt que de risquer d'être portés au gouvernement par une vague de combativité ouvrière. Les conditions de départ de la lutte des mineurs étaient donc bien plus défavorables qu'en 1974 ; d'autant plus qu'à l'origine ils étaient eux-mêmes divisés face à cette épreuve de force.

A l'orée de la treizième semaine de grève, cette situation s'est toutefois sensiblement modifiée. 80 o/o environ des mineurs sont en grève ; dans le bastion des "jaunes" (le Nottinghamshire, qui n'est pas touché par les restructurations), 12 500 mineurs sur 29 000 ont rejoint le mouvement. Le syndicat des mineurs (dirigé par Arthur Scargill) a reçu l'appui d'autres fédérations syndicales, en particulier celles des transports et des chemins de fer, qui lui permettent de bloquer non seulement la production, mais aussi les stocks et les livraisons de charbon.

La combativité et la détermination des mineurs britanniques sont exemplaires. Ils savent que la lutte sera difficile et longue : certaines sections syndicales ont ainsi planifié la tenue des piquets de grève jusqu'en... 1985 ! S'ils gagnent — et ils le peuvent — l'heure sera alors venue d'appliquer la perspective évoquée par Arthur Scargill : "Nous devons nous inspirer de Margaret Thatcher. La prochaine fois que le Labour sera au gouvernement, nous devons faire preuve d'autant de loyauté de classe à l'égard de nos gens qu'elle en démontre à l'égard des siens aujourd'hui."

Eric Peter



Manifestation syndicale pour les 35 heures à Hagen.

Allemagne fédérale :

"Pour nous les 35 heures, pour Kohl la retraite anticipée!"

Près de 250 000 travailleurs ont manifesté, le 28 mai à Bonn, pour la lutte des 35 heures engagée dans la métallurgie et l'industrie graphique. Au patronat et au gouvernement, qui ne proposent que des retraites anticipées, la réponse a fusé : "Pour nous les 35 heures, la retraite anticipée pour Kohl" — le chancelier du gouvernement démocrate-chrétien. La lutte se politise et atteint ainsi un nouveau palier.

Après quatre semaines de grève dans la métallurgie et neuf de grèves tournantes dans l'imprimerie, cette politisation traduit l'importance de l'enjeu, pour les travailleurs comme pour le patronat. L'Europe ouvrière entière sait que les 35 heures (avec maintien du même salaire) serait une première victoire contre la crise et le chômage.

Le patronat allemand le sait aussi et tient ferme. Sa dernière proposition est d'accorder les 38 heures aux travailleurs en équipe (15 o/o des métallurgistes) et de maintenir comme jusqu'ici la retraite anticipée dès 58 ans, plus la généralisation du "temps de travail flexible". Mais la tactique suivie par le syndicat IG-Metall l'a surpris. Sur les 380 000 métallurgistes touchés par la grève, seuls 60 000 ont été mis en grève par le syndicat, dans les usines de sous-traitance. Cette méthode bloque les grandes entreprises automobiles et le patronat a riposté par le lock-out ou le chômage technique.

Qui doit payer ces travailleurs ? Sur intervention du gouvernement Kohl, les caisses de chômage s'y sont refusées — voulant faire payer les caisses syndicales. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et provoqué la manifestation de Bonn.

Provocations patronales

A cette provocation s'en ajoutent d'autres. On a par exemple appris, au soir de la manifestation, que les troupes spécialisées du "Bundesgrenzschutz" (troupes frontalières) ont opéré des manœuvres "d'état d'urgence" avec, comme base de l'exercice, une grève de masse pour les 35 heures. A plusieurs reprises aussi, des piquets de grève ont été attaqués, faisant des blessés. La presse — *Bildzeitung* notamment — monte les enchères en rendant les syndicats responsables du "désordre" et le politicien de

droite Strauss accuse les syndicats de "vouloir une autre République".

Mais la provocation la plus évidente est le recours au lock-out. Le patronat n'a pas osé le généraliser, par crainte d'une riposte massive. Mais il utilise le "lock-out à froid", la mise au chômage technique. L'idée qu'il faut riposter à cette attaque par l'occupation d'entreprise commence à se manifester. Encore minoritaire, cette réponse n'est pas exclue par des dirigeants syndicaux en cas de durcissement patronal.

Après le succès de Bonn

Dans ce contexte, la manifestation de Bonn est un premier succès. Surtout par la présence de bien des autres syndicats, des services publics en particulier, qui se sont refusés à engager la lutte pour les 35 heures. L'orateur du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB, confédération syndicale faïtière), Hans Breiter, a envisagé une grève de solidarité pour riposter au lock-out patronal.

Mais de telles déclarations à une mobilisation d'ampleur, il reste encore un pas. L'organisation de la



"35 heures : remplacer le chômage par beaucoup par davantage de loisirs pour tous."

manifestation était, dans plusieurs cas, moins bonne que celles des pacifistes, certaines régions n'étant mobilisées que tardivement. Et surtout, la tactique patronale pose un problème difficile aux directions syndicales. Les dizaines de milliers de travailleurs mis au chômage technique ne sont pas encore engagés activement dans la grève et ne sont pas payés. Il est certain qu'un ordre de grève généralisé les convaincrail de s'engager dans la lutte.

Vendredi 1er juin, la direction du syndicat *Druck und Papier* (industrie graphique) a décidé d'élargir la grève, jusqu'ici tournante, à une série d'entreprises en même temps. Au même moment, la direction de l'IG-Metall, la principale force syndicale engagée dans la lutte, a refusé d'étendre la grève. Elle attend encore les négociations qui doivent reprendre le 5 juin. Or en l'état, on ne voit pas quel accord peut en ressortir, à moins de céder sur l'essentiel, la généralisation des 35 heures.

Ce ne sera plus comme avant

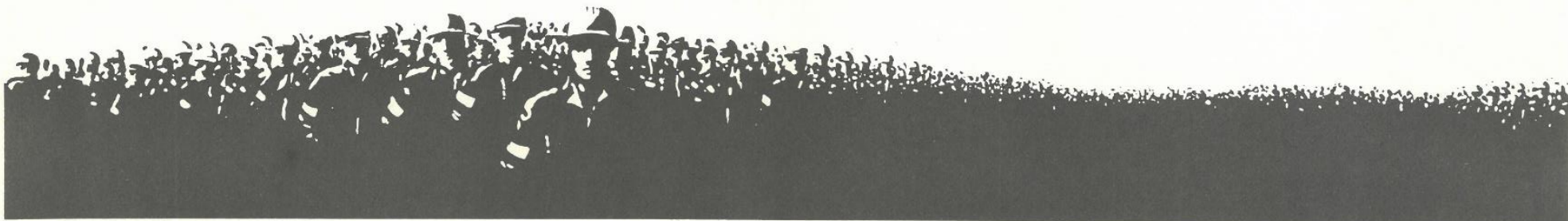
Quoi qu'il en soit, le déroulement de cette grève traduit un changement profond en Allemagne fédérale. Jakob Moneta, qui a été pendant 16 ans rédacteur en chef du journal de l'IG-Metall, membre du GIM (section allemande de la IVe Internationale) l'explique au journal de nos camarades français *Rouge* (no 1115) : "Je crois qu'après cette grève, l'Allemagne ne sera plus comme avant et je ne dis pas cela comme lorsqu'on veut se consoler après un échec (...) Il y a eu chez nous une longue période de prospérité qui a fait penser à certains que le capitalisme avait changé de visage pour devenir social. Tout ce masque est tombé et pour la première fois des centaines de milliers de personnes nous comprennent quand nous parlons de "société de classes". (...) Auparavant, les grévistes n'étaient souvent pas sur leur lieu de travail. Cette fois, le syndicat a voulu mobiliser sur les lieux de travail avec une logique qui est celle de l'occupation d'usine. A travers ce mouvement des cadres syndicaux se sont formés."

M. Rivière

Pologne :

DÉBAT «VO» - KOWALEWSKI (2)

Solidarność



Dans son édition du 24 mai, la *Voix Ouvrière* (organe du Parti du travail) a publié, comme elle l'avait annoncé, la lettre ouverte de Zbigniew Kowalewski (cf. *La Brèche* no 318 du 28 avril 1984), militant de Solidarność, ainsi qu'une réponse du correspondant de *L'Humanité* à Varsovie, Jacques Estager. Chose promise, chose due : nous publions ci-dessous cette réponse, avec notre commentaire.

Nous le faisons d'autant plus volontiers que le thème de ce débat est essentiel actuellement et que sa tenue est déjà en soi positive.

Pour en fixer clairement le cadre, nous versions deux pièces au dossier. La première est une déclaration de

Lech Walesa, répondant indirectement à la question, souvent soulevée, "Solidarność voulait-elle rétablir le capitalisme, la propriété privée ?" : "Il n'existe pas d'initiative privée ou d'entreprises privées (...) Nous n'avons pas non plus des gens riches pour acheter les entreprises. Donc, il s'avère nécessaire pour nous de nous baser sur des entreprises autogérées" (*Services publics* no 21/22, du 24 mai 1984). La seconde, véritable antithèse, est un document du POUP, qui fustige ceux qui, dans ses propres rangs, font preuve "de cupidité néo-bourgeoise, de volonté de faire fortune aux dépens des autres" (*Bulletin d'information des Partis communistes*, no 10, 1984. Conférence nationale du POUP).

ERREURS, VOUS AVEZ DIT ERREURS ?

Pour J. Estager, au fond tout réside dans la capacité du pouvoir "à corriger les erreurs du passé". Singulières "erreurs", qui se répètent avec régularité : octobre 56, décembre 70, juin 76, août 81. Curieuses "corrections", qui ne corrigent rien d'essentiel. Etrange "pouvoir socialiste", si constant dans "l'erreur". A moins d'expliquer que le POUP n'a jamais fait autre chose que de mettre des incapables à sa tête. Ce qui aboutit à une double impasse. Premièrement, comme ils se choisissent entre eux, cela revient à qualifier ainsi le POUP tout entier. Deuxièmement, pourquoi en irait-il autrement cette fois ? Non, la rupture entre les travailleurs et le POUP, les révoltes ouvrières ne témoignent pas "d'erreurs" mais de vices fondamentaux. Sinon, comment expliquer que ces "erreurs" — en "régime socialiste" selon Estager — mènent le pays "au bord de la guerre civile" ?

Si Estager tient tant à son diagnostic des erreurs, c'est qu'il tient encore plus à sa médication de l'auto-réforme du régime. L'aspirine des auto-réformes suffit pour venir à bout de la fièvre passagère due aux erreurs. L'essentiel étant que ceux qui paient ces erreurs, les travailleurs polonais, n'aient toujours rien à dire.

Quant à "l'anarchisation" du pays (puisque c'est ainsi qu'un correspondant de *L'Humanité* appelle des grèves ouvrières... dont il dit lui-même, un peu plus bas, qu'elles se déroulent dans le calme !) qui donc l'a provoquée ? Ceux qui commettaient "erreur" sur "erreur" ou ceux qui n'en pouvaient mais ? Ceux qui par l'anarchie bureaucratique plongeaient le pays dans la crise économique et la disette ou ceux qui revendiquaient "davantage de démocratie et de socialisme" ?

Mais oublions tout cela, nous dit Estager, puisque le régime de Jaruzelski est aujourd'hui prêt au dialogue. Dialoguons donc : levée de l'état d'urgence, libération immédiate des prisonniers politiques, rétablissement de Solidarność dans tous ses droits, etc. Non ? C'est pas le bon texte ? Pourtant, quels risques menacent donc le régime ? Puisque, selon Estager, les mots d'ordre de Solidarność trouvent très peu d'échos dans la classe ouvrière, que les nouveaux syndicats "sont désormais une force réelle" et que même le *Figaro* — une référence, le *Figaro*, en matière de politique ouvrière et de socialisme ! — constate le soutien populaire du pouvoir né du coup d'Etat de décembre 1981. A moins que les "choses qui changent" ne le fassent pas dans le bon sens. Pas difficile en effet d'imaginer quelles auraient été les réactions d'un syndicat authentique, comme Solidarność, face à la politique économique du gouvernement. Accroissement des inégalités sociales depuis 1981; baisse de 28 o/o du revenu national par tête d'habitant entre 1978 et 1983 (chiffres officiels); diminution de 3,1 o/o de la consommation de pain, de 5,8 o/o de celle du lait, de 35 o/o de celle du beurre, de 44,7 o/o de celle de viande; augmentation de la durée du travail; limitation des primes salariales : les choses changent, on le voit. La commission pour la réforme économique prévoit même que "les salaires devraient être régis par les lois brutales de l'économie et le concept de minimum social ne peut concerner que ceux qui sont sans travail", selon les déclarations de l'un de ses membres S. Ciosek. Les nouveaux syndicats, qui ne sont pas "à la botte du pouvoir", selon Estager, ont évidemment protesté et tempêté. Si fort que personne ne l'a su. Aussi fort que lorsqu'un de leurs membres s'est fait licencier de FSO (FIAT, Varsovie) pour fait de grève...

Une dernière remarque : on voit mal Solidarność acceptant de livrer du charbon à l'Angleterre, facilitant la tâche de Thatcher contre les mineurs britanniques. On voit beaucoup mieux Jaruzelski dans ce rôle. Eh bien, c'est fait.

La Brèche

Jeudi 24 mai 1984

VO dossier

...et réponse de J. Estager
«sur les choses qui changent
positivement dans ce pays»

M. Kowalewski conteste que la Conférence nationale du POUP qui s'est tenue en mars dernier ait confirmé la ligne de «renouveau socialiste» avec l'objectif d'une démocratisation des structures politiques et économiques et cela dans la perspective d'un socialisme démocratique et autogestionnaire. Ce n'est pas pour surprendre. L'opposition clandestine en Pologne et ses antennes à l'étranger s'efforcent de présenter l'action du gouvernement Jaruzelski comme dominée par le souci d'effacer tous les acquis du mouvement ouvrier de l'été 80 et de revenir aux méthodes et à l'état de choses des années 70.

Ne pas nier les apports
du socialisme

De la même façon elle nie les apports du socialisme en Pologne et la valeur des transformations politiques, économiques et sociales accomplies depuis bientôt quarante ans. La vérité c'est que les dirigeants polonais sont convaincus que le pouvoir ne peut tirer sa force que de sa capacité de corriger les erreurs du passé et de répondre aux grandes aspirations de la société polonaise. Ils sont convaincus qu'il n'y a pas de solution à la crise polonaise en dehors des profondes réformes démocratiques et d'une politique d'entente nationale. C'est dans cette voie qu'ils ont inscrit leur action même si les choses ne vont pas assez vite au gré des impatiences de la société polonaise. Mais dans un pays qui s'est trouvé à l'automne 1981 au bord de la guerre civile, qui a connu une anarchisation quasi totale de sa vie publique puis l'état de siège, qui sort à peine du chaos économique, les chemins de la démocratisation sont malaisés et il est difficile de progresser rapidement dans cette voie. D'autant qu'il est exact que demeurent des séquelles de l'état de siège et que toutes les plaies ne sont pas pansées. 420 personnes condamnées pour participation à des manifestations interdites sont en prison. Les dirigeants du KOR font l'objet d'une inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Mais si l'on ne peut que souhaiter des prisons vides de tout opposant politique et une amnistie générale à l'occasion du quarantième anniversaire de la Pologne populaire, l'état de chose actuel ne justifie pas l'accusation de régime militaro-policière. La Pologne n'est pas et n'a jamais été le Chili de Pinochet. Encore moins la Turquie où le sort des opposants et des démocrates intéresse si peu la presse occidentale. La persistance d'actions répressives en Pologne, liées d'ailleurs à la

volonté de l'opposition de provoquer à tout prix des affrontements de rue, n'infirme pas l'existence d'un processus de réforme et d'une volonté de démocratisation. Même si la presse occidentale se tait sur les transformations en cours et n'a des yeux que pour les manifestations de l'opposition, manifestations au demeurant très marginales, l'existence de ce processus n'en est pas moins une réalité.

L'Eglise pour sa part lui accorde assez de crédit pour accepter le dialogue avec le Pouvoir et la politique d'entente nationale, au grand dam par ailleurs de l'opposition.

Un dialogue que
l'opposition refuse

Ce dialogue qui a été l'âme des accords de Gdansk l'opposition le refuse. En cela elle a rompu avec les objectifs, les pratiques et l'esprit du mouvement ouvrier de l'été 1980. Le grand mouvement de grèves d'août n'a pas quitté les usines pour chercher l'affrontement dans la rue. Il s'est déroulé dans le calme. Il excluait la confrontation. Ses mots d'ordre étaient : «Le socialisme oui, ses déviations non». Son objectif était la réforme. La classe ouvrière revendiquait «davantage de démocratie et de socialisme». L'opposition actuelle proclame, elle, que le socialisme n'est pas réformable, que tout dialogue avec le Pouvoir est donc exclu et qu'il faut renverser le régime. A partir de là l'opposition s'est enfermée dans un radicalisme qui réduit son action à la recherche de l'affrontement et à un duel sans fin avec le Pouvoir. Caractéristique est le fait qu'elle n'ait élaboré aucun programme d'avenir pour la Pologne, qu'elle n'offre aucune alternative au plan politique comme au plan économique. Cette attitude outre qu'elle l'exclut du jeu politique isole de plus en plus l'opposition dont les mots d'ordre trouvent très peu d'échos dans la classe ouvrière contrairement aux déclarations de ses dirigeants, déclarations auxquelles la presse occidentale donne une importance sans aucune mesure avec leur portée réelle.

Dans la ligne de leur action ces mêmes dirigeants ont refusé d'utiliser la loi syndicale d'octobre 1982. Cette loi leur donnait les moyens de reconstruire de nouveaux syndicats et d'en prendre la direction pour autant qu'ils s'estiment majoritaires dans la classe ouvrière. Au lieu de cela ils ont appelé au boycottage ce qui semble indiquer que la reconstruction d'un mouvement syndical indépendant et autogéré n'est pas leur souci majeur.



...au printemps 1984.

Les nouveaux syndicats
sont représentatifs

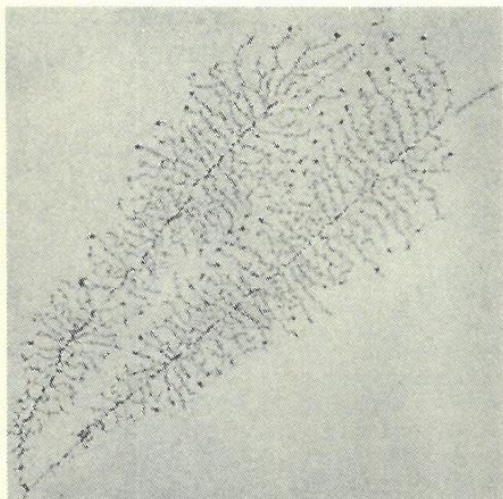
Par ailleurs contrairement à ce qu'écrit M. Kowalewski les nouveaux syndicats ne sont ni des organisations fantômes ni des organisations à la botte du pouvoir. Avec un taux de syndicalisation qui approche déjà les 40% ils représentent désormais une force réelle et nombre de leurs dirigeants sont des anciens de Solidarność, du temps où ce mouvement était un syndicat et non ce qu'il est devenu par la suite : un mouvement politique de lutte contre le socialisme. On comprend que cette réalité soit déplaisante pour ceux qui ont appelé au boycottage. La réalité du rapport des forces politiques en Pologne est apparue avec évidence à Varsovie le 1^{er} mai dernier. D'un côté 1500 manifestants dans la vieille ville scandant les slogans de l'opposition. De l'autre 500 000 personnes défilant, cinq heures durant à l'appel des nouveaux syndicats et du POUP dans les grandes artères de la capitale. Cela détruit la vision — soigneusement entretenue par la presse occidentale —, d'une Pologne où il y aurait d'un côté le pouvoir sans aucun soutien social et de l'autre une opposition recevant l'appui de toute la société.

Et ce n'est pas «l'Humanité» mais le «Figaro» qui écrivait à ce propos : «Il est indiscutable que le mot d'ordre de Solidarité de boycottage des cérémonies officielles a rencontré peu d'écho. Le défilé de Varsovie qui s'est poursuivi pendant 5 heures avec des participants de tous âges et de toutes professions a été sans doute un des plus importants que la Pologne ait connu depuis la guerre... Aujourd'hui la question d'actualité n'est plus de savoir qui du Pouvoir ou de Solidarité l'emportera, mais quelle forme prendra le socialisme polonais.»

Où les choses changent en Pologne mais pas du tout dans le sens où l'espéraient les opposants au socialisme et leurs supporters occidentaux.

DEUX LIVRES RÉCENTS POSENT DE FAÇON RADICALEMENT DIFFÉRENTE LE PROBLÈME.

Les gènes et l'histoire



Des gènes, étirés, agrandis 48 000 fois (source : Hérédité et manipulations génétiques, POUR LA SCIENCE).

La génétique humaine a longtemps servi à justifier le racisme des entreprises coloniales et du génocide des populations. De telles falsifications ont moins cours depuis que les développements de cette science ont fermement établi la parenté génétique de toute l'espèce humaine.

Le récent livre de Ruffié et Sournia¹ repose le problème des liens de la génétique et de l'histoire, sous un angle qui se veut humaniste. Les auteurs condamnent le racisme et l'antisémitisme, mais conservent le déterminisme des théories réactionnaires : pour eux les qualités génétiques des populations ont déterminé l'issue d'événements historiques fondamentaux.

Leur thèse est la suivante : l'histoire génétique distincte des populations européennes et de celles du Nouveau-Monde explique en bonne partie le génocide qui suivit la colonisation de l'Amérique.

L'Europe, terre de migrations et d'invasions, fut de tout temps exposée à des maladies infectieuses, endémiques ou épidémiques, tels la peste, le choléra, la lèpre, la malaria. Sa population développa ainsi une protection génétique (immunité) face à ces germes. La peste noire, en particulier, qui au XIVe siècle dévasta le continent, fut un cataclysme qui "toutes proportions gardées représenterait aujourd'hui l'équivalent d'une guerre atomique à l'échelle mondiale" (p. 93). Ceux qui lui survécurent "ont sans doute transmis à leur descendance une capacité génétique de résistance à laquelle les générations futures doivent leur survie" (p. 101).

Le continent américain eut une tout autre histoire. Peuplé au cours de la dernière glaciation (70 000-11 000 avant Jésus-Christ) par des peuplades asiatiques, il s'est trouvé ensuite isolé des autres continents par la fonte des glaces. La population était peu concentrée. Le milieu naturel relativement stérile. Les maladies contagieuses ne se développaient pas. Quand arrivèrent les colonisateurs, "les Amérindiens avaient vécu dans un environnement peu agressif pour l'homme; ils se révélèrent d'une extrême sensibilité aux germes importés d'Europe. Rougeole, grippe, variole, lèpre, tuberculose (...) entraînèrent là-bas des flambées épidémiques

qui, en un siècle, firent disparaître entre la moitié et les neuf dixièmes des indigènes" (p. 72). Diagnostic de Ruffié et Sournia : il s'est agi de "génocides sans préméditation" !

Les auteurs sous-estiment manifestement la part des conditions économiques et sociales dans la création d'un terrain favorable à la propagation des épidémies. On ne peut expliquer sans cela la chronologie des épidémies en Europe. La peste, par exemple, était fréquente en Europe, mais restait confinée à certaines régions. Au XIVe siècle elle se généralisa à tout le continent parce qu'elle put profiter de la conjonction des mouvements de population provoqués par la désagrégation de l'économie féodale, des famines et de la malnutrition engendrées par la fameuse "grande crise" (de sous-production).

De l'autre côté de l'Atlantique, l'organisation sociale nahuatl en Mésoamérique ou les communautés primitives d'Amérique du Nord assuraient une meilleure distribution des ressources disponibles. La colonisation y transforma brutalement l'ordre social. Les populations furent déracinées, privées de leurs terres et moyens de subsistance, réduites à la misère et à l'esclavage. Elles ne purent résister ni à la violence ni aux germes de l'envahisseur. Le fléau économique et social qui s'abattit sur elles permit seul de comprendre pourquoi les épidémies sévissent encore aujourd'hui dans le tiers monde, et pourquoi les enfants y meurent encore de la rougeole, malgré le métissage et donc l'acquisition du patrimoine génétique des colonisateurs.

Les théories de Ruffié et Sournia débouchent sur une conception fataliste de l'histoire qui ne résiste ni à l'étude des faits ni aux connaissances épidémiologiques. Jean-Pierre Changeux² en revanche tire des conclusions de son étude sur le rôle des gènes dans le développement du cerveau humain qui autorisent une lecture de l'histoire radicalement différente.

Synthétisant les connaissances acquises en neurobiologie, génétique moléculaire et paléontologie, il pose la question suivante : à quoi peut-on attribuer le prodigieux accroissement de complexité et de capacité du cerveau humain par rapport à celui des autres espèces ? Ce ne peut pas être l'expression d'un

"programme" incorporé dans ses gènes, puisque entre le cerveau de l'homme et celui de la souris les catégories de cellules et les connexions élémentaires sont les mêmes. De plus le stock de gènes varie peu d'une espèce à l'autre. Tout se passe comme si les gènes constituaient une "enveloppe", riche de potentialités, et que "l'interaction avec l'environnement contribuait au déploiement d'une organisation neurale toujours plus complexe en dépit d'une mince évolution du patrimoine génétique. Cette structuration sélective de l'encéphale (cerveau - A.M.) par l'environnement se renouvelle à chaque génération" (p. 359).

Cette "imprégnation" progressive du tissu cérébral par l'environnement physique et social débouche sur une structure cérébrale plus complexe parce que l'interaction entre le cerveau en développement et l'environnement est beaucoup plus longue chez l'homme que chez les autres espèces : elle se poursuit longtemps après la naissance.

Il est ainsi tout aussi faux de parler de "programme" génétique que d'assimiler le cerveau à un ordinateur. Cette analogie trompeuse escamote "cette faculté d'auto-organisation (qui) constitue un des traits les plus saillants de la machine cérébrale humaine, dont le produit suprême est la pensée" (p. 172). Pensée qui a, elle-même, une base matérielle, puisqu'elle est composée d'"objets mentaux". Les images et les concepts qui la constituent proviennent de la mise en activité d'"assemblées de neurones" (cellules cérébrales) qui, grâce à des propriétés associatives très riches, s'enchaînent et se recombinent entre elles.

A cette approche matérialiste — présentée de manière remarquablement didactique pour un non-spécialiste — correspond une conception de l'histoire bien différente du déterminisme génétique de Sournia et Ruffié : l'histoire est alors celle que font des hommes qui sont eux-mêmes produits par elle.

A. Morabia

1. J. Ruffié, J.-C. Sournia, *Les Epidémies dans l'Histoire de l'Homme*, Flammarion, Paris 1984 (280 pages).

2. J.-P. Changeux, *L'Homme neuronal*, Fayard, Paris 1983 (419 pages).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

Concerts et manifestations en faveur des réfugiés, dans le cadre de la semaine suisse de solidarité avec les réfugiés : cf. page 2 ("En mouvement").

NYON

Salle Communale

du je 14 au di 17 juin : Festival International de jazz. Org. : Jazz-Nyon.

je 14 juin, 20h30 : Chico Freeman Quartet (Chico Freeman, ténor, flûte; Mark Thompson, piano; Cecil McBee, basse; Freddy Waits, batterie). Dave Holland Group (Dave Holland, basse, violoncelle; Kenny Wheeler, trompette; Steve Coleman, ténor; Julian Priester, trombone; Steve Ellington; batterie).

ve 15, 20h30 : Vocal Summit (Jeanne Lee, Ursula Dudziak, Jay Clayton, Lauren Newton). Lester Bowie's Brass Fantasy (Lester Bowie, Olu Dara, Stanton Davis, Malachi Thompson, Bruce Purse, trompette; Steve Turre, Craig Harris, trombone; Bob Stuart, tuba; Philip Wilson, batterie). sa 16, 20h30 : European Jazz-Ensemble

(Alan Skidmore, ténor; Gerd Dudek, ténor; Allan Botchinsky, trompette; Rob van den Broek, piano; Ali Haurand, basse; Tony Oxley, batterie).

Quartet (Léon Francioli, basse; George Lewis, trombone; John Surman, baryton, soprano-ténor; Pierre Favre, batterie).

di 17, 20h30 : Abdullah Ibrahim — Max Roach (Abdullah Ibrahim (Dollar Brand), piano; Max Roach, batterie).

ve 15, sa 16, di 17, de 14 à 17 h : films.

LA CHAUX-DE-FONDS

jusqu'au di 24 juin : 8e Biennale de La Chaux-de-Fonds, organisée par le Théâtre Populaire Romand. Danse, théâtre, musique.

je 14, ve 15, 20h30, Beau-Site : La Tempête, de Shakespeare, par l'Atteupement de Lyon.

sa 16 juin, 20h30, Théâtre : Larrio Ekson, solo chorégraphié par Maurice Béjart et duo avec Juliet Naylor "Saturday Matinee".

di 17, 11h, Beau-Site : récit poétique de Pierre Debauche. 15h, Beau-Site : Blaise Cendrars, par le Théâtre Populaire Romand (TPR). 20h30, Théâtre : La Fausse Suivante et L'île des Esclaves, de Mari-

vaux, par la Compagnie Pierre Debauche (Limousin). je 21, 20h30, Beau-Site : TPR, Blaise Cendrars. ve 22, 20h30, Beau-Site : Drowa Sangmo, par Alche Lhamo, groupe himalayen.

sa 23, 20h30, Beau-Site : Maidsplay, d'après "Les Bonnes", de Genet par le Facets Performance Ensemble de Chicago.

di 24, 20h30, Beau-Site : danse contemporaine par la Compagnie Anne Dreyfuss.

GENÈVE

Salle Patiño

du me 13 au sa 30 juin : Festival Himalaya, cultures du toit du monde (films, musique, danse). me 13 : musique et danse du Sikkim. ve 15 : films de l'Inde. sa 16 : musique et danse du Kinnair. lu 18 : films d'Afghanistan. me 20 : musique du Cachemire. sa 23 : théâtre du Tibet. lu 25 : films du Népal. me 27 : danse et musique du Népal.

FRIBOURG

du ve 15 juin au sa 14 juillet : Festival Belluard'84 : musique, théâtre, danse, cinéma. Programme dans le prochain numéro.

G. Plutalplace

Le Pape en Suisse :

LE SOUFFLE FROID DE LA RÉACTION

"Gardez-vous des maîtres de la loi qui aiment à se promener en longue robe et à recevoir des salutations respectueuses sur les places publiques. Ils choisissent les sièges les plus en vue dans les synagogues et les meilleures places aux grands repas. Ils prennent aux veuves tout ce qu'elles possèdent et, en même temps, font de longues prières pour paraître bons. Leur châtiment sera d'autant plus grand !"

Evangelie selon saint Marc, XII (38-40)

"Imagine que le pape vienne et que personne ne bouge..." — tel est le thème de la manifestation qui se déroulera le samedi de Pentecôte contre la visite du "grand pontife" à Berne. Bien sûr, l'idée que personne ne bouge restera le vœu pieux des incroyants, tant il existe de moutons croyants et conservateurs prêts à suivre leur grand berger, sans parler des "pauvres âmes vénables" décidées à faire de bonnes affaires sur les marches de l'autel pontifical. La filiale suisse du Vatican paie cher cette visite : deux millions de francs environ. De quoi nourrir tout de même pendant un an mille ventres vides d'enfants affamés !

Le souffle froid de la réaction

Le Conseil fédéral in corpore rendra honneur au prince de l'Eglise. Reste à savoir pourquoi toute l'équipe viendra baiser l'anneau papal et non simplement son principal officiant, Kurt Furgler. Genuflexion devant l'autorité morale ou devant le directeur général de l'influente société "Vatican S.A." ? En tout état de cause, Jean-Paul II, dont émane le souffle froid de la réaction comme on ne l'avait plus senti depuis le fasciste Pie XII, est à son aise dans le monde politique occidental. Comme ses partenaires temporels Margaret Thatcher et Ronald Reagan, il mise sur les valeurs traditionnelles et l'obéissance ou, pour citer le spécialiste en droit canon allemand Horst Hermann : "Son interprétation de Dieu ne laisse place à aucune incertitude et le véritable croyant, qui se sait toujours en possession de la vérité, n'a plus besoin de se soumettre à d'autres pratiques nouvelles et folles de maîtrise de la vie."

Mais pourquoi donc Karol Wojtyla a-t-il été appelé à la tête du Vatican ? La Neue Zürcher Zeitung (5 juin 1981) écrivait à l'époque : "On voulait une personnalité forte à la direction de l'Eglise, issue d'une tradition en apparence du moins ininterrompue et qui ne soit pas atteinte par les doutes de la culture occidentale."

Usines à rêve et Vatican

Le philosophe de la religion polonais Hubertus Mynarek confirme cette image : "Wojtyla représente exactement le type de prêtre conservateur que l'on cherchait."

On avait fait de mauvaises expériences avec le conservatisme de Paul VI. C'était un conservatisme pessimiste, sceptique, qui n'exerçait plus d'attraction, surtout dans le monde occidental. Il ne restait donc que cet homme venu de Pologne. Seule la Pologne garde encore ce catholicisme extrêmement conservateur du point de vue de la doctrine, des dogmes, et pourtant encore vivant (...). Je crois que — c'est ainsi — bien des craintes, bien des tourments ne peuvent plus se satisfaire, surtout dans la population la moins instruite, de la production des usines à rêve façon Hollywood. C'est ici qu'intervient Wojtyla."

Le théologien allemand Hans Werner Bartsch écrit dans une contribution que Wojtyla a redonné vie à la "piété" comme aucun autre pape ne l'a fait à

Même le "Watergate" appartient au Saint-Siège

Le "denier de saint Pierre" est la source historique des recettes du Vatican et remonte au VIII^e siècle. Aujourd'hui, le Saint-Siège reçoit des USA 100 à 200 millions de dollars par an. La propriété foncière du Vatican est aussi gigantesque : plus de 500 000 hectares de terres arables en Italie, près de 20 0/0 des terres d'Espagne, du Portugal et de l'Argentine, 350 000 hectares en Allemagne fédérale, 500 000 en France, plus de 1,1 million aux Etats-Unis.

Le Vatican a vu s'accroître ses affaires depuis les accords de Latran, signés avec Mussolini, qui obtint l'expropriation de 1870 hectares contre 90 millions de dollars. Bernardino Nogara, ministre des Finances du Vatican de 1929 à 1956, plaça si adroitement cette fortune qu'elle s'est multipliée plusieurs fois. Ces capitaux sont investis dans toutes les entreprises possibles, "presque toujours sans considérer le caractère moral de celles-ci".

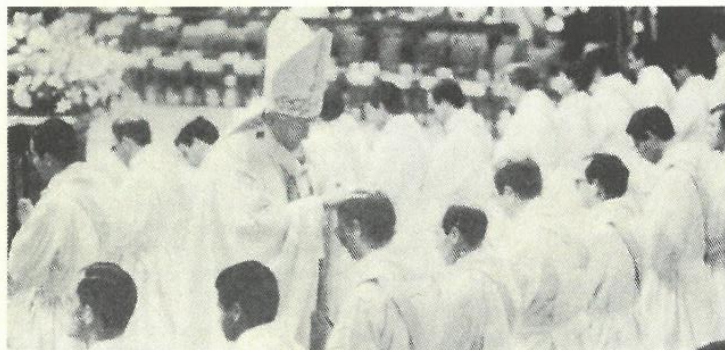
Le Saint-Siège contrôle aujourd'hui près de la moitié du capital-actions d'Italie, les grandes banques (avec filiales suisses pour le secret bancaire) et les assurances du pays, il finance la moitié du commerce extérieur, etc... Aux USA, le Vatican exerce une forte influence dans les aciéries, l'automobile, les banques, assurances et sociétés immobilières. Il s'est approprié, par exemple, la luxueuse résidence du "Watergate". La fortune globale du Vatican était estimée en 1958 à quelque 50 milliards de marks allemands (soit environ 40 milliards de francs suisses).

l'époque moderne — pour autant que par piété l'on entende, à l'inverse d'une "foi réfléchie", une dévotion à toutes les images trompeuses, irrationnelles, mystiques et acritiques de la religion, qui deviennent franchement dangereuses lorsqu'elles servent à justifier une politique.

Bartsch compare la piété du pape à celle de Ronald Reagan qui, comme Wojtyla (et l'on se serait tenté de dire : Khomeiny !), se fait le croisé de la "puissance du bien" pour extirper le "diable communiste"

Une sorte de Raspoutine du Vatican

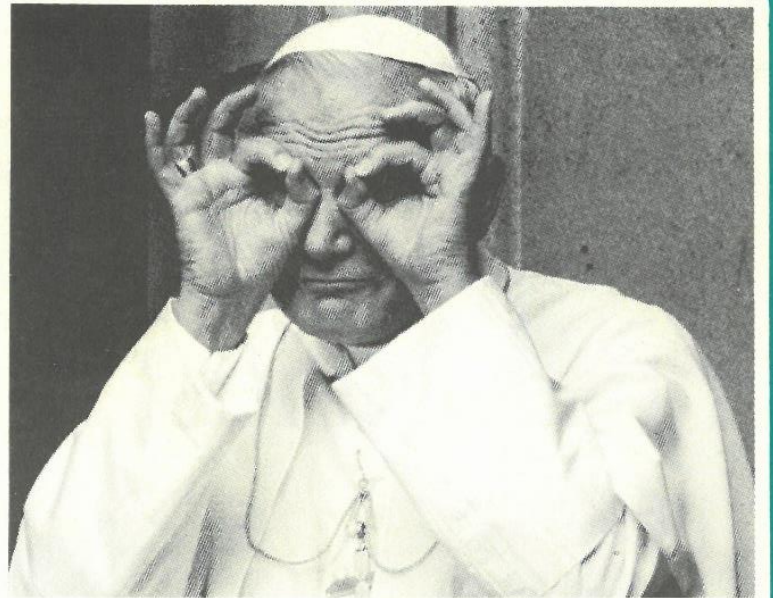
Avec pour toile de fond la crise capitaliste des années soixante-dix, qui n'est pas seulement économique mais aussi morale et spirituelle, l'heure des "hommes forts" comme Wojtyla ou Reagan est revenue. Jean-Paul II a remis à flot le vieux rafioteur pour en faire un navire voguant à pleines voiles : il ravale "l'image" de l'Eglise catholique. Sa frénésie de voyages diplomatiques s'intègre à l'offensive de toute la bourgeoisie internationale. Aux masses enthousiastes, son assurance et ses ser-



Le Pape ordonnant des prêtres de l'Opus Dei, ordre réactionnaire, florissant et bien en cour.

mons autoritaires donnent une impression d'élan humain et de force. L'Eglise catholique doit redevenir un havre pour toutes les âmes tourmentées et désorientées.

Mais Wojtyla n'a pas seulement été placé à la tête du clergé conservateur. Ferdinand Klostermann souligne, dans son livre *Le Pape venu de l'Est*, l'influence des milieux économiques et de l'OTAN. On notera dans ce contexte la figure douteuse du cardinal américain, originaire de Lituanie, Paul Marcinkus. C'est une sorte de Raspoutine du Vatican. Longtemps chef du protocole, de la diplomatie et de la sécurité de Paul VI et de Jean-Paul I, il a dirigé ensuite la banque du Vatican, jusqu'au moment où il a dû s'en retirer après les affaires de Sindona, Calvi et Gelli. Ces scandales ont mis en lumière les imbrications du Vatican avec les milieux de la mafia, des francs-maçons, des fascistes et des services secrets.



"Des dictatures à l'Ouest ? Où ça ? Vraiment, je ne vois pas."

Le rosaire contre le péché charnel

Jean-Paul II maintient l'interdiction des moyens contraceptifs et de l'avortement. Ces interdits soulèvent une question brûlante dans les pays surpeuplés du tiers monde sous influence catholique. Même un pape devrait pourtant comprendre la stupidité qui consiste à protéger la vie avant la naissance sans garantir les conditions de vie à ceux qui sont déjà nés !

Ces interdits visent cependant surtout à empêcher le libre développement de la sexualité. La psychanalyse a déjà démontré que la répression sexuelle rend aussi les gens plus dociles à la répression politique : qui sait renoncer à l'expression de besoins élémentaires comme sa sexualité renonce aussi à d'autres choses, comme par exemple une existence plus humaine, un salaire décent, la justice ou la liberté. La femme en est l'une des principales victimes : soumise à l'homme, sa place n'est ni à l'usine, ni sur le podium des débats politiques mais au foyer. Cela ne surprend pas : quand la machine à enfanter doit fonctionner sans relâche, il ne reste pas de temps pour autre chose.

Manœuvres de diversion dans le tiers monde

Le pape ne cesse de parcourir le tiers monde. On sait, au Vatican, le danger qui menace l'Eglise — et tout le "monde libre" — à cause de la situation sociale explosive de ces pays. Bien des prêtres se solidarisent avec les pauvres et les opprimés. Ils ont compris que seule une révolution pourra les libérer de la misère et de la tyrannie des exploités.

Lors de leur récente rencontre en Alaska, Wojtyla et Reagan ont décidé de combattre ensemble la famine. Reagan s'y prend en armant les dictatures les plus sanguinaires tandis que Jean-Paul II abreuve le peuple d'opium verbal. Ses sermons dénoncent les abus, admirent le courage des peuples à l'épreuve pour souligner ensuite que la solution réside dans l'amour de son prochain et surtout pas dans la lutte des classes. On re-

trouve ici la vieille manœuvre de diversion que le pape Grégoire XVI utilisa, dans les années 1830, pour avertir les Polonais de ne pas se rebeller contre le tsar russe.

CARDENAL et LE PAPE

Dans un entretien avec *La Brèche* (no 301, 2 juillet 1983), Ernesto Cardenal, prêtre, révolutionnaire et ministre de la culture du Nicaragua, a répondu ainsi aux accusations faites aux sandinistes d'avoir organisé les interruptions du discours du Pape et de ne pas respecter les libertés religieuses :

"Aucun gouvernement n'a fait autant pour que le maximum de gens puissent voir le pape. Il a mis à disposition tous ses véhicules, ainsi que l'essence nécessaire, bien que nous n'en ayons pas trop. Nous, chrétiens nicaraguayens, attendions du pape qu'il se prononce clairement pour la paix et contre l'invasion. Il a malheureusement omis de le faire et cela a déçu et irrité les gens. Les interruptions, les cris comme "le christianisme et la révolution sont faits l'un pour l'autre" étaient spontanés. Le pape a encore jeté de l'huile sur le feu lorsque, de manière autoritaire et sèche, il a réclamé le silence. Les dirigeants sandinistes se sont comportés avec beaucoup de retenue. Au Nicaragua, il y a une liberté absolue en matière de culte et de religion. Dans aucun autre pays d'Amérique centrale les prêtres ne vivent et n'agissent avec plus de liberté que chez nous."

Aujourd'hui, le pape vient lui-même sur place, comme par exemple à Managua, où il a "salué ce cher Nicaragua, si durement éprouvé et si héroïque..." — on attendait ici un mot sur la lutte contre la dictature de Somoza — ... devant les catastrophes naturelles qu'il a dû subir." "Rejetez les idéologies étrangères à vos principes chrétiens", ajouta-t-il à Leon. Au Salvador, il n'a pas manqué de serrer amicalement la main du major D'Aubuisson, assassin de paysans, de nonnes (et organisateur de l'assassinat de Mgr Romero). Que ce soit en Pologne ou au Brésil, au Mexique ou aux Philippines, Wojtyla manifeste toujours une indéniable capacité à saisir, dans ses discours, les préoccupations centrales de ses auditeurs pour les enfermer — à leur insu — dans le corset de fer de ses dogmes réactionnaires.

Hanspeter Roth

1. Die Neue, 20 novembre 1981.
2. Deutsche Volkszeitung, 16 avril 1981.
3. Orientierung, revue jésuite, 6/1983.

Références bibliographiques : Karlheinz Deschner, *Abermals kräfte der Hahn* (Rororo) et *Das Kreuz mit der Kirche* (Heyne). Adalbert Krims, *Wojtyla* (Pahl-Rugenstein). A.B. Hasler, *Wie der Papst unfehlbar wurde* (Piper).